

**Université A-Mira de Bejaia**  
**Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion**  
**Département des Sciences économiques**

## **Mémoire**

En vue de l'obtention du diplôme de Master en sciences économiques.

Option : Economie du Développement et Gouvernance

### **Thème**

---

# **La gouvernance locale dans la commune de Bejaia :**

*Etat des lieux et perspectives*

---

**Préparé par :**

**Houari Nissa**

**Dirigé par :**

**M. NAIT CHABANE A/Latif**

Date de soutenance : **19/06/2017**

**Jury :**

**Président : BENSMAIL SALIM**

**Examineur : TARMOUL RABAH**

**Rapporteur : NAIT CHABANE A/Latif**

Année universitaire : 2016-2017

# REMERCIEMENTS

Je tiens à adresser, par ces quelques mots, l'expression de mes plus sincères remerciements.

Ceux – ci sont destinés, essentiellement, à mon encadreur Mr. NAIT CHABANE pour son entière disponibilité à mon égard, ses remarques pertinentes, ses conseils avisés et ses recommandations objectives.

Je tiens également à remercier, les membres du jury d'avoir accepté d'évaluer et de juger mon travail.

Enfin je remercie toute personne ayant contribué de près ou de loin à la réalisation de ce travail d'avoir répondu à mon questionnaire. Sans oublier tout le personnel enseignant et administratif de l'université de Bejaia, Particulièrement ceux de la faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion.

# Dédicaces

*Je dédie ce modeste travail :*

*A mes chers parents ;*

*A mes frères et mes sœurs ;*

*A tous mes amis.*

NISSA

# Sommaire

---

## Sommaire

<b>Introduction générale</b> .....	1
<b>Chapitre 01 : La gouvernance Locale : définitions et généralités</b> .....	4
Introduction.....	4
Section 1 : La genèse et l'évolution de la gouvernance.....	5
Section 2 : La gouvernance locale et la décentralisation .....	11
Section 3 : La gouvernance locale en Algérie .....	20
Conclusion.....	23
<b>Chapitre 02 : Le développement local, fondement théorique</b> .....	25
Introduction .....	25
Section 1 : Le développement local : concepts de base .....	26
Section 2 : Les approches territoriales de développement local.....	32
Section 3 : Le développement local en Algérie.....	38
Conclusion.....	40
<b>Chapitre 3 : Résultat de l'enquête et analyse des données</b> .....	42
Introduction.....	42
Section 1 : Présentation de l'enquête.....	43
Section 2 : Les outils méthodologique de l'enquête.....	45
Section 3 : Résultats de l'enquête et analyse des données.....	47
Conclusion.....	67
<b>Conclusion générale</b> .....	69
<b>Bibliographie</b> .....	71
<b>Liste des abréviations</b>	
<b>Liste des tableaux et figures</b>	
<b>Annexes</b>	
<b>Tables des matières</b>	
<b>Résumé</b>	

# Sommaire

---

# **Introduction**

## **Générale**

### Introduction générale

Depuis 1945 le monde a connu des grands changements notamment sur le plan économique, cela se reflète par la mondialisation. La décentralisation a été aussi l'un des faits les plus marquants des réformes entamées par plusieurs pays.

En effet, l'ouverture mondiale dans le cadre de la mondialisation et la concurrence internationale ont donc conduit à une sélection des territoires les plus créateurs de richesses et de ce fait il y a un écart de la concentration des richesses spatialement et socialement ce qui résulte la marginalisation des territoires moins productifs. Pour cela le développement local, comme réponse, consiste à mobiliser les ressources matérielles et immatérielles locales pour assurer le bien être des populations.

Pour cela les pays doivent être attractifs à l'échelle mondiale et locale afin de maintenir la cohésion territoriale et cela par une bonne gouvernance des territoires. Cette dernière propose de réduire le coût des transactions par un pilotage moins bureaucratique et mieux coordonné. Dans les années 80 le concept passe du champ économique vers le champ politique d'abord au niveau mondial à travers les institutions internationales en particulier dans le cadre des plans d'ajustement structurels pour les pays en voie de développement. En effet, selon GALES (2006) « la gouvernance est un processus de coordination d'acteurs, de groupes sociaux, d'institutions pour atteindre des buts discutés et définis collectivement. La gouvernance renvoie alors à l'ensemble d'institutions, de réseaux, de directives, de réglementations, de normes, d'usages politiques et sociaux, d'acteurs publics et privés qui contribuent à la stabilité d'une société et d'un régime politique, a son orientation, a la capacité de diriger, de fournir des services et a assurer sa légitimité ».

Par ailleurs, Le développement économique et social d'un pays dépend du niveau de développement local. Ainsi, il est très important de connaître l'état des lieux de la gouvernance locale. En effet, le concept de la gouvernance locale fait référence à la bonne gestion des ressources d'un territoire et grâce à la bonne gouvernance nous pouvons surmonter les grands défis du territoire. En effet, la gouvernance est sensé instaurer une homogénéité entre tous les acteurs d'un territoire.

En effet le développement économique local consiste à mobiliser les ressources matérielles et immatérielles locales pour assurer le bien-être des populations locales. Pour

cela il apparaît indispensable d'introduire auprès de ces populations , un mode de participation efficace qui permet d'abord, d'élaborer une stratégie d'action pour ensuite identifier et mettre en place les outils opérationnels permettant de traduire cette stratégie en projets ou en programmes qui participent au développement économique local.

La réflexion sur le développement territorial implique de partir de l'idée que ce dernier prend en considération , la qualité des relations entre les acteurs du territoire , qui contribue à la production de nouvelles marges de manœuvres, en tenant compte de la diversité des acteurs en terme de rapports de force et de rôle dans la construction territoriale.

La réussite de tout projet de développement tient alors à la qualité de ces relations.

Aucun projet ne peut aboutir si celles –ci ne sont pas clairement définies. C'est alors, la capacité des acteurs du territoire à créer des synergies entre eux, un degré de coordination qui leurs permettent une exploitation efficace et efficiente des ressources

Justement, c'est dans cette thématique de gouvernance locale que nous inscrivons ce travail. Pour une vision pratique nous portons cette étude sur le cas de la commune de Bejaia en faisant un état des lieux et des perspectives. A cet effet, dans la problématique principale nous nous interrogeons sur la situation réelle de la gouvernance locale dans la commune de Bejaia, et le rôle qu'elle joue en matière de développement local. Ainsi la question principale est la suivante :

### **Existe-t-il une bonne gouvernance locale dans la commune de Bejaia qui amorce un développement local soutenu ?**

De cette question principale découle d'autres questions secondaires, à savoir :

- quels sont les acteurs qui sont concernées par la le processus de la gouvernance.
- Les acteurs participent –ils à la prise de la discision et au processus de la gouvernance locale au niveau du l'assemblée populaire communale?
- Quels sont les éléments qui influencent la gouvernance et le développement local ?
- Quels sont les mécanismes et perspectives à développer pour une meilleure gouvernance locale?

Afin d'apporté des éléments de réponses, notre travail s'appuiera sur l'hypothèse suivante que nous tenterons de vérifier par la suite :



## Introduction générale

---

La bonne gouvernance locale dans la commune de Bejaia devrait engager des mécanismes efficaces pour réussir les projets de développement et permettre la coopération entre les différents acteurs locaux.

La démarche que nous suivons pour vérifier l'hypothèse mentionnée ci-dessus consiste à effectuer des recherches bibliographiques sur les concepts de développement local et la gouvernance locale. Cette synthèse sera complétée par une étude de terrain.

Ainsi notre plan de travail comportera trois chapitres. Le premier sera consacré à l'approche de la gouvernance qui va traiter les généralités et les concepts clés de la gouvernance, puis nous passerons à la notion de la gouvernance locale et la décentralisation, et enfin nous présentons le cas de la gouvernance locale en Algérie.

Le deuxième chapitre a pour objet le développement local. Ce chapitre traitera les fondements théoriques de base du développement local, puis nous passerons aux approches territoriales de développement local. Enfin nous passerons au cas du développement local en Algérie.

Enfin, le troisième chapitre sera réservé à l'étude du cas de la commune de Bejaia qui présentera le milieu d'étude et l'analyse des résultats de l'enquête de terrain.

# **Chapitre 01**

## **La Gouvernance Locale :**

### **Définitions et Généralités**

## Chapitre 01 : La gouvernance locale : définitions et généralités

### Introduction

La réussite des projets de développement dépend de la gouvernance, la gouvernance aujourd'hui est considérée comme un moteur primordial dans le développement local

En effet, la gouvernance apparaît alors comme un instrument de développement et aussi il faut mettre l'accent sur le centre de ce processus c'est la coordination entre les acteurs et cela à travers des actions de ces derniers qui jouent un rôle très important dans un territoire

Selon Jean-Pierre GAUDIN (2002) : « la gouvernance, serait tout bonnement de l'action publique en réseaux, une pratique relationnelle de coopération non prédéfinies et toujours à réinventer à distance des armatures hiérarchiques du passé et des procédures routinières »

Alors la gouvernance joue un rôle très important dans le développement d'un territoire pour que les mécanismes de la gouvernance telle que la participation, partenariat entre les acteurs seront effectifs et aussi la démocratie participatives et la notion de développement local

Le présent chapitre vise à retracer l'évolution du concept de gouvernance depuis son apparition dans l'entreprise jusqu'à son application aux territoires. Ainsi, la première section aura pour objectif de traiter de l'origine et de l'évolution du concept de gouvernance. La seconde section va traiter la notion de gouvernance locale et la décentralisation.

## Section 1 : La genèse et l'évolution de la gouvernance

A travers cette section, nous allons traiter les généralités et les concepts de la gouvernance.

### 1.1. La genèse de la notion

Le terme de gouvernance provient du verbe grec « kubernan » qui signifie piloté un navire, utilisé par Platon. Pour parvenir à la définition de la gouvernance il conviendrait de combiner deux disciplines, notamment la science politique et l'économie.

Dans la première discipline, l'usage de la notion de gouvernance exprime l'évolution des mécanismes de coordination entre acteurs impliquant grandement, outre les acteurs privés, les acteurs publics. La gouvernance en sciences politique traduit la reconfiguration de l'action publique et la transformation de ses modalités.

La notion gouvernance en sciences politiques traduit la remise en cause du modèle centralisé de prise de décision. Elle se réoriente davantage vers la pluralité des acteurs tant Publics que privés et l'émergence de formes d'organisation qui permettent de rompre avec ce modèle ,et de permettre l'efficacité de l'action publique à travers la concertation La négociation et l'émergence de compromis

Dans la seconde approche économique, le courant théorique ayant le plus contribué à la définition de la gouvernance est celui des coûts de transaction, initié par Renald. Coase (1937, the nature of the firm). Il montre que l'entreprise constitue une alternative au marché et qu'elle est une organisation plus efficace que le marché en économisant les coûts de transactions. Cependant sont les travaux de Olivier Williamson (1970) constituant le prolongement théorique des travaux de Renald Coase qui ont repris la notion de coûts de transactions et l'on approfondi tout en justifiant l'argument de leur utilisation.

C'est en 1980 que le concept glisse du champ économique vers le champ politique, d'abord a l'échelle mondiale a travers les institutions internationales en particulier dans le cadre des ajustements structurels pour les pays en voie de développement

A partir de l'année 1990 que « la gouvernance mondiale » devienne essentiellement et y gagne certainement en crédibilité car c'est sans doute a cette échelle que ce concept trouve les applications les plus riches il s'agit alors de réguler le territoire par la maximisation du principe de subsidiarité.

## 1.2. L'évolution de la notion

Le concept de gouvernance a connu une évolution depuis son apparition dans l'entreprise jusqu'à son application aux territoires.

Ainsi CANET .R, a précisé les phases de l'évolution du concept de la gouvernance<sup>1</sup>

### ➤ La gouvernance médiévale

Sur le plan de la sémantique de la langue française, plusieurs termes (gouvernance, gouvernement) sont utilisés et qui ne semblaient pas véritablement distincts renvoient à l'action de piloter quelque chose.

### ➤ La gouvernance de l'âge classique

L'émergence de l'Etat moderne à partir du XVI siècle, et la réflexion conceptuelle sur le pouvoir, a progressivement conduit à l'autonomisation de la notion de gouvernement par rapport à celle de gouvernance. En effet, à partir des réflexions de Machiavel sur l'Etat et de Jean Bodin sur la souveraineté absolue, se forge progressivement la conception d'un Etat monopolisant l'exercice du pouvoir. Dans cette perspective, la notion de gouvernement est associée à l'idée de pouvoir, et la gouvernance est conçue comme la manière de gérer adéquatement la chose publique indépendamment de la question du pouvoir.

### ➤ La gouvernance moderne

C'est selon cette conception, que la gouvernance va s'exporter vers le monde anglo-saxon, notamment les Etats-Unis. Ainsi se nourrissant du pragmatisme américain, la notion de gouvernance va occuper une place de choix dans l'analyse méthodique des politiques publiques, de la gestion, voire de la sociologie des organisations. Le terme rejaili dans les années 1990, pour référer à un pilotage pragmatique des pouvoirs tendant ainsi à reconquérir son sens politique initial.

---

<sup>1</sup> CARNET R. (2004), qu'est ce que la gouvernance ? , communication lors du séminaire les nouveaux modes de Gouvernance et la place de la société civile, organisé par le service aux collectivités de l'UQAM –Montréal 16 Mars 2004.

➤ **La gouvernance d'aujourd'hui**

La gouvernance aujourd'hui privilégie plutôt l'analyse en réseau, au sein desquels une pluralité d'acteurs échangent et interagissent sur le mode de la coopération et la forme de prise de décision ou de la concurrence.

### 1.3. Définition de la notion gouvernance

Le concept de la gouvernance est polysémique chaque définition met l'accent sur un aspect particulier Pour mieux clarifier cette notion, nous prenons des différentes définitions

Selon le **GALES ,2006** La gouvernance est considéré comme « un processus de coordination d'acteurs, de groupes sociaux, d'institutions pour atteindre des buts discutés et définis collectivement. La gouvernance renvoie alors à l'ensemble d'institutions, de réseaux, de directives, de réglementations, de normes, d'usages politiques et sociaux, d'acteurs publics et privés qui contribuent à la stabilité d'une société et d'un régime politique, à son orientation, à la capacité de diriger, de fournir des services et à assurer sa légitimité»<sup>2</sup>

Cette définition, considère que pour atteindre le but définis il faut qu'il y ait une coordination entre les acteurs, et aussi elle renvoie à des différents aspects comme les réglementations, réseaux

**Gerry Stoker**, propose ainsi une théorie de la gouvernance fondée sur cinq propositions<sup>3</sup> :

- La gouvernance fait intervenir un ensemble complexe d'institutions et d'acteur qui n'appartiennent pas à la sphère du gouvernement ;
- En situation de gouvernance, les frontières et les responsabilités sont moins nettes dans le domaine de l'action sociale et économique ;
- La gouvernance traduit une interdépendance entre les pouvoirs des institutions associées à l'action collective ;

<sup>2</sup> [www.institut-gouvernance.org/fr/.../fiche\\_synthèse\\_-15.html](http://www.institut-gouvernance.org/fr/.../fiche_synthèse_-15.html)

<sup>3</sup> Stoker G., « cinq propositions pour une théorie de la gouvernance » in Revue internationale des Sciences Sociales, n°155, UNESCO/érès, Paris, 1988

- La gouvernance fait intervenir des réseaux d'acteurs autonome ;
- La gouvernance part du principe qu'il est possible d'agir dans s'en remettre au pouvoir ou à l'autorité de l'État

**Milani (1999)**, distingue deux conceptions de la gouvernance :

La conception libérale qui repose sur les échanges volontaires entre les acteurs. Ici l'action collective dépend directement de la volonté d'un groupe d'individus déterminés à Promouvoir des changements.

Une conception qui démarre de l'approche institutionnelle. Dans ce cas les gouvernés ont une influence sur la sphère gouvernementale. Elle se situe au-delà des coalitions politiques et implique une influence des gouvernés sur la sphère gouvernementale. Cette approche se fonde sur le caractère re-distributif de la gouvernance ou les acteurs et les institutions obtiennent leur légitimité politique dans la mesure de leur contribution au développement humain et au bien être public

➤ **Selon l'Organisation de Coopération et Développement Economique**

La gouvernance est l'exercice de l'autorité politique, économique et administrative dans le cadre de la gestion des affaires d'un pays à tous les niveaux. La gouvernance est une notion objective qui comprend les mécanismes, les processus, les relations et les institutions complexes au moyen desquels les citoyens et les groupes articulent leurs intérêts, exercent leurs droits et assument leurs obligations et auxquels ils s'adressent afin de régler leurs différends.

➤ **Selon le Fond Monétaire International**

La gouvernance est une notion vaste qui couvre tous les aspects de la conduite des affaires publiques, y compris les politiques économiques et le cadre réglementaire.

#### **1.4. Les indicateurs de gouvernance selon la banque mondiale**

Daniel Kaufmann, Directeur du programme gouvernance mondiale à l'institut de la banque mondiale, et Art Kraay, Economiste principal dans le groupe de recherche de la banque ont proposé un tableau de bord à l'échelle mondiale qui est publié en 2005 dans un

rapport de recherche .Kaufmann et Kraay ont développé et analysé les six composantes de la gouvernance qui sont résumés comme suit<sup>4</sup> :

- **Être à l'écoute et rendre compte** - mesure les droits politiques, civils et les droits de l'homme
- **Instabilité politique et violence** - mesure la probabilité de menace de violence contre les gouvernements, voire la probabilité de leur renversement, y compris le terrorisme
- **Efficacité des pouvoirs publics** - mesure la compétence de la bureaucratie et de la qualité de la prestation du service public
- **Fardeau réglementaire** – mesure l'incidence de politiques non favorables au marché
- **État de droit** - mesure la qualité de la mise en application des contrats, la police et les tribunaux, y compris l'indépendance de judiciaire, et l'incidence de la criminalité
- **Maîtrise de la corruption** – mesure l'abus des pouvoirs publics a des fins lucratives, y compris la grande et la petite corruption (et le détournement des biens de l'Etat par les élites)

Pour construire ces indicateurs ils utilisent certaines variables qui mesurent les différents aspects de la gouvernance, et ces variables sont appartiennent a des différents institutions dan le mande. Parmi ces premier constats c'est d'amélioré l'écart type dans la qualité de l'état de droit comme être a l'écoute et rendre compte

## 1.5. Les acteurs de la gouvernance

Se sont toutes les parties qui s'engagent dans un partenariat visant à atteindre des objectifs communs en améliorant les conditions de vie de la population. Ceux-ci peuvent être résumés en 03 principales catégories.

### ✓ L'Etat

La réussite des projets de développement dépend largement de l'Etat qui permet à travers ses institutions et l'exercice de ses pouvoirs (législatif, judiciaire, et exécutif) de concevoir un environnement politique légal et un climat propice de développement humain tout en préservant les intérêts du bien public.

<sup>4</sup> NAIT-CHABANE A/LATIF, « gouvernance territoriale et stratégie des acteurs », mémoire de magister, université de Bejaia, 2010.P38



✓ **Le secteur privé**

Se secteur rassemble les petites, moyennes et grandes entreprises qui exerce des activités économiques (pas étatique). Elles développent les territoires à travers la production, la fourniture des biens et services, la création de l'emploi... leurs implantations dans un territoire donné l'aide à le développer bien qu'elles soient des grandes entreprises nationales ou multinationales.

✓ **La société civile**

C'est l'ensemble des individus occupant un espace territorial donné. La société civile est constituée de personnes agissant individuellement ou en groupes structurés dans des ONG (communautaires, associations...). C'est un élément essentiel de la gouvernance, elle est fragmentée en une multitude d'intérêts catégoriels défendu par l'engagement du citoyen à travers de processus consultatifs ou décisionnels (conférences, consensus, assemblée).

Tous les citoyens ont accès à la prise de décision d'une façon directe ou indirecte.

## **1.6. Les enjeux de la gouvernance**

Il y a Cinq enjeux de la gouvernance.

- **Adaptation des méthodes et formes des gouvernements locaux à la gouvernance :**

La gouvernance territoriale a privilégié la concertation entre tout les acteurs pour définir et de réaliser les projets de développement et de faire améliorer le territoire, et ce territoire il n'est plus considère comme avant un simple espace géographique neutre, il est désormais le lieu de mobilisation et de concertation des acteurs et ces derniers sont sensé a construire leurs territoire afin d'acquérir son identité

- **La participation comme condition pour mieux gouverner :**

Pour tout projet de développement, la participation de l'ensemble des acteurs apparait comme une condition nécessaire à sa réussite, notamment la participation des citoyens, des associations et des bénéficiaires du projet. La participation de l'ensemble des acteurs et leur mobilisation devrait être au cœur de la démarche des collectivités locales. Elles ne doivent plus restreindre aux seules activités d'information et de consultation, mais aller

dans le sens d'une prise en considération des préoccupations de l'ensemble des acteurs et leur implication effective dans le processus de prise de décision.

- **Amélioration du partenariat public/ privé :**

La gouvernance territoriale qui est un processus de coordination entre les différents acteurs ne se limite pas uniquement aux acteurs publics et n'opère pas d'exclusion. Au contraire elle favorise l'émergence de partenariat public/privé.

- **Réaliser la coopération intercommunale :**

Le champ de la gouvernance ne se limite pas uniquement aux seuls acteurs du territoire en question. Elle englobe, par conséquent d'autres acteurs issus d'autres territoires. Ceci appelle ainsi à une mobilisation entre acteurs des différents territoires, notamment entre les collectivités locales.

- **Articulation entre les différents niveaux territoriaux :**

L'existence de différents niveaux territoriaux impliqués dans le processus de gouvernance, outre les acteurs directement liés au territoire (entreprise, populations, associations, ...), nécessite une articulation entre ces différents niveaux afin d'assurer la cohérence globale des mécanismes et leur pérennité. Cette articulation se concrétise notamment entre trois niveaux : national, régional et local.

## **Section 2 : La Gouvernance locale et la décentralisation**

La gouvernance locale est un concept polysémique, elle fait l'objet de recherche et nous ne pouvons pas parler de la gouvernance sans mettre l'accent sur la décentralisation car la gouvernance locale renvoie à la décentralisation qui est le processus par le quel l'Etat transfère de pouvoir, de compétence à des collectivités territoriales autonomes

### **2.1. La gouvernance locale**

De manière générale, le terme de gouvernance fait référence à l'exercice de l'autorité économique, politique et administrative en vue de gérer les affaires d'un pays à tous les niveaux.<sup>5</sup>

---

<sup>5</sup> « La gouvernance en faveur du développement humain durable », document de la politique générale du programme des NU pour le développement (PUND), janvier 1997.

### 2.1.1. Définition de la gouvernance locale

Selon **Bernard Pecqueur et Zimmermann Jean-Benoît** la gouvernance locale peut être définie comme « le processus de structuration d'une mise en compatibilité de différentes modalités de coordination entre les acteurs géographiquement proches, en vue de résoudre un problème productif ou, plus largement, de réaliser un projet collectif de développement »<sup>6</sup>

L'objectif de la gouvernance locale c'est de résoudre des problèmes productifs, et la réalisation des projets collectifs du développement

Selon **L'UNCDF** « la gouvernance locale vise à transférer le pouvoir aux populations locales en vue de réaliser un développement économique et politique qui soit mené par les populations elles-mêmes et qui met l'accent sur la réduction de la pauvreté. Ce concept implique « le transfert vertical » de responsabilités et de ressources du gouvernement central aux collectivités territoriales, ainsi que le développement de « réseaux horizontaux » entre ces collectivités et les acteurs non étatiques<sup>7</sup> »

La gouvernance permet de transférer du pouvoir, de compétences, de biens et de ressources du niveau central aux niveaux régional et local dans le but de la réalisation des projets de développement local

### 2.1.2. Les indicateurs de la gouvernance locale

La gouvernance locale repose sur Cinq indicateurs :

- **La participation des individus au processus décisionnel local** et cela avec le partenariat avec tous les acteurs locaux.
  
- **la transparence ou le partage de l'information dans les procédures de prise de décisions** : La participation des acteurs non-étatiques à l'élaboration et au suivi des politiques publiques vise aussi à renforcer la responsabilité des pouvoirs publics envers leur société. Cette transparence constitue d'ailleurs un facteur de renforcement de la participation citoyenne à l'action publique.

<sup>6</sup> Bernard Pecqueur, Jean-Benoît Zimmermann, « économie de proximité », édition Lavoisier, Paris, 2004

<sup>7</sup> Angelo Bonfiglioli, le pouvoir des pauvres, la gouvernance locale pour la réduction de la pauvreté, UNCDF, novembre 2003. p110

- **L'efficacité des autorités locales dans la réalisation des objectifs de développement** : Les autorités communales doivent pouvoir gérer les ressources de la Collectivité de manière à atteindre réellement les objectifs de développement retenus de manière consensuelle.
- **L'équité ou le traitement égal et impartial de cas similaires de la part des autorités locales** : Ce principe est fondé sur l'égalité de tous devant les charges publiques ainsi que de l'égalité de tous devant les lois, en charges comme en avantages.
- **L'obligation de reddition des élus et des fonctionnaires**  
Ce principe repose sur deux niveaux
  - **Le niveau verticale** : c'est lorsque les élus font entendre les intérêts et les priorités de leurs électeurs et tiennent informés ces derniers des affaires concernant les collectivités locales.
  - **Le niveau horizontale** : c'est lorsque les fonctionnaires locaux s'efforcent d'appliquer les priorités et les plans préparés par les élus locaux, qu'ils maintiendront informés (les fonctionnaires pouvant être sanctionnés par les élus, s'ils n'exercent pas correctement leurs responsabilités)

### 2.1.3. Les condition de la réussite de la gouvernance locale

Pour la réussite de la gouvernance locale il doit avoir les cinq éléments de paquet<sup>8</sup>

- **La confiance** : Il est considéré comme un élément primordial pour la réussite de la gouvernance. Cet élément renvoie à la confiance qui contribue au développement de la relation et elle permet la reconnaissance mutuelle des acteurs, aussi la participation a la réduction des écarts de temps sectoriels par la construction de sa propre temporalité partenariale et elle est source de créativité.
- **Les partenariats et les réseaux** : C'est le partage du pouvoir a la volonté de travailler en collaboration .or nous explique a quel point cette notion rencontre énormément d'objection ; les uns craignant la perte de pouvoir et les autres

---

<sup>8</sup>Paquet, G.(2004)Pathologies de gouvernance .Montréal , Liber, L'Harmattan,,p402-433.

naviguant difficilement à l'intérieur de contrats un peu flous ,ne relevant souvent que de l'engagement moral ,propre a la gouvernance

- **L'obligation de rendre des comptes :** D'après paquet, cette notion a donné lieu à des excès. Profitant du principe de précaution, la reddition de compte s'est étendue a sanctionner, et ce rétrospectivement, le manque de clairvoyance.  
Dans ce propos, l'auteur fait allusion a certaines enquêtes publiques ou des gens se sont vus accuser de manque de clairvoyance alors que la prise de la décision avait été bonne et appuyée sur un processus adéquat, mais limité.
- **La solidarité :** La solidarité réfère à la coopération et au partage toute comme le rôle de la confiance et le partenariat
- **L'érosion de la conscience professionnelle :** On comptait sur les consciences professionnelles, référence et arbitre dans les institutions de gouvernance, selon paquet ce rôle est en voie de disparition.

### 2.1.4. Les trois paliers de la gouvernance locale selon PNUD (1997)

Tableau n°1 : les acteurs se la gouvernance et leurs fonctions.

ACTEURS	LEURS FONCTIONS
<b>L'Etat</b>	Législatifs, judiciaire, exécutif, identité, et vision nationale
<b>La Société Civile</b>	Les citoyens organiser ou non (ONG organisation professionnelles et associations)
<b>Le Secteur Privé</b>	Secteurs marchant et entreprise déterritorialisés mais élément de développement du territoire.

**Source:** PNUD, governance for sustainable human development, New York. in DESTATTE Philippe

Selon **Gilly et Perrat (2003)**, ces trois principaux types de gouvernance locale en fonction de la nature des acteurs clés, de leurs objectifs et de leurs modes d'appropriation des ressources produites localement, peuvent être distingués :

➤ **Gouvernance privée**

Ce sont les acteurs privés qui incitent les dispositifs de coordination et de création de ressource selon un but d'appropriation privée. Il en est de la firme motrice.

➤ **Gouvernance privée collective**

Dans ce cas, L'acteur-clé est une institution formelle qui regroupe des opérateurs privés et impulse une coordination de leurs stratégies, comme par exemple les chambres de commerce, les syndicats professionnels et toute forme de clubs d'opérateurs privés.

➤ **Gouvernance publique**

Les institutions publiques ont des modes de gestion des ressources qui diffèrent de l'appropriation privées, notamment à travers la production de bien et service collectifs.

En fait, dans la réalité, rares sont les situations pures telles qu'elles, viennent d'être décrites : on trouve le plus souvent une association des formes précédentes mais avec une dominante, ce qui permet de caractériser chaque territoire comme un cas particulier entrant dans une catégorie générale (publique ou privée), selon un dosage spécifique et variable.

## **2.2. La décentralisation**

La décentralisation est considérée comme un élément de renforcement local et aussi pour la favorisation du développement local, la décentralisation est considérée comme un processus par lequel l'Etat transfère certains de ses pouvoirs et de ses compétences à des collectivités territoriales autonomes. Elle permet le transfert de pouvoirs, de compétences, de biens et de ressources du niveau central aux niveaux régional et local.

La décentralisation est considérée comme une stratégie institutionnelle de participation des populations à la gouvernance économique, sociale et politique du pays à travers la promotion du développement local

### 2.2.1. Définition de la décentralisation

Selon la **Banque mondiale** : la décentralisation est le transfert d'autorité et de responsabilités en matière de fonction publique, depuis l'administration centrale vers les autorités intermédiaire et locales ou vers des organismes gouvernementaux quasi autonomes et/ou vers le secteur privé. il s'agit d'un concept complexe et a multiples facettes. une distinction doit être établie entre les différents types de décentralisation (a savoir décentralisation politique, décentralisation administrative, décentralisation fiscale et décentralisation du marché) car ceux –ci présentent des caractéristiques, des implication politique et des condition de succès différentes<sup>9</sup>

Selon la **Coopération française les politiques françaises de développement en matière de gouvernance locale** : la décentralisation participe de la gouvernance démocratique. Elle vise à donner aux collectivités locales des moyens et des compétences propres, distincts de ceux de l'État, a faire élire leurs autorités par la population et a assurer un meilleur équilibre des pouvoirs sur l'ensemble du territoire. la décentralisation établit un contact plus étroit entre le processus décisionnel et les citoyens, favorisant ainsi l'émergence d'une démocratie de proximité. Elle ambitionne de réussir le développement socio-économique dans des domaines qui souffrent souvent d'un pouvoir décisionnel trop centralisé. Elle favorise la cohésion territoriale et l'enracinement de la démocratie. Elle participe également à la lutte contre la pauvreté.<sup>10</sup>

### 2.2.2. Les types de la décentralisation

Il y a trois types de la décentralisation

#### ➤ La décentralisation politique

Selon la commission européenne : « la décentralisation politique désigne, en principe, des situations où l'autorité et le pouvoir politique ont été partiellement transférer a des niveaux administratifs infranationaux ». (Ebel et Ylmaz, 2001 ; p.25) ce type de désigne les administrations infranationales élus et qualifiées .depuis le conseil de village jusqu'aux instances de l'Etat.

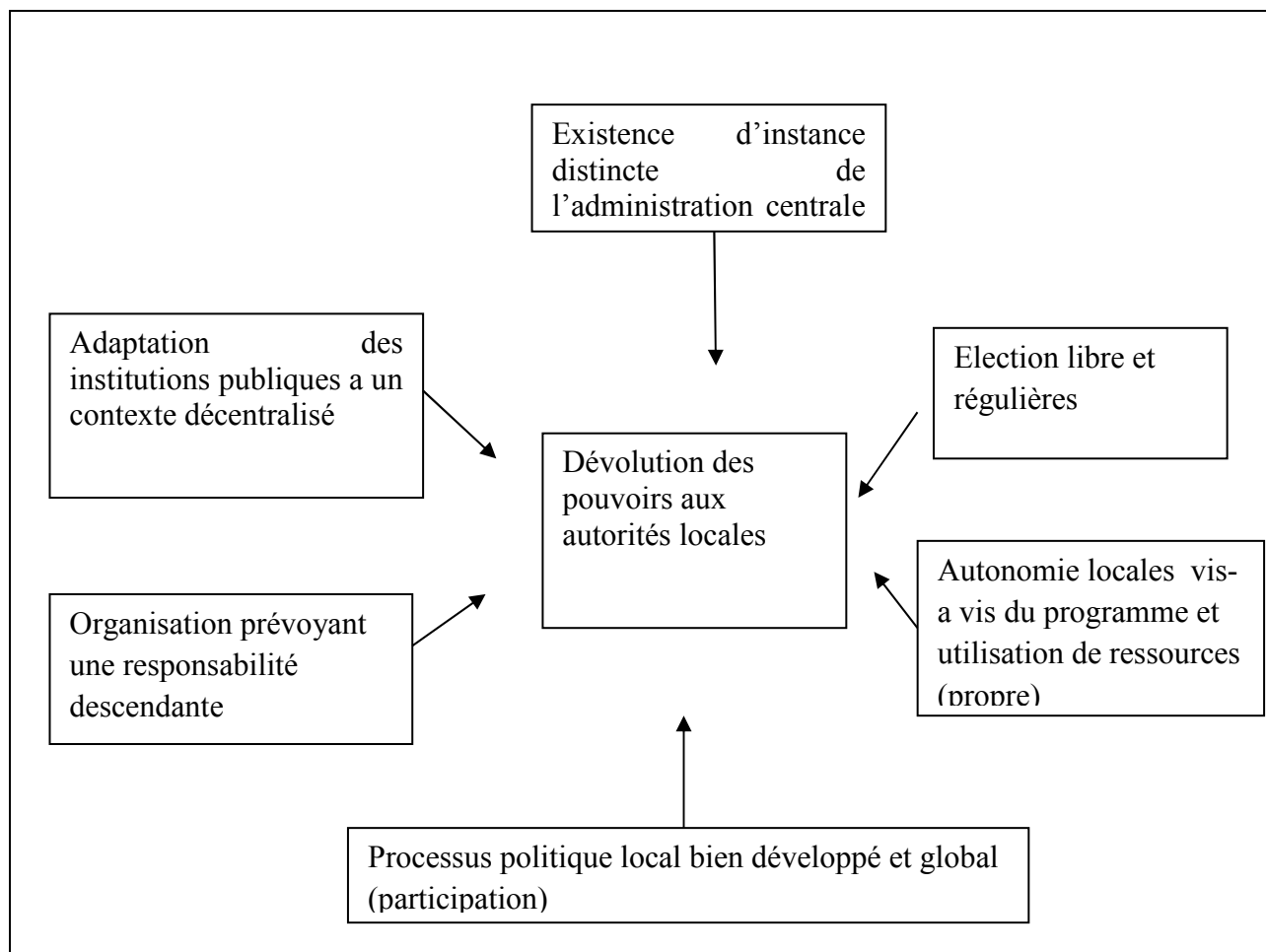
Tout l'enjeu de la décentralisation politique est d'attribuer aux autorités locales la structure nécessaire pour comprendre les besoins et les références de la population locale.

<sup>9</sup> Appui a la décentralisation et a la gouvernance locale dans les pays tiers, document de la Commission Européenne, ed Europe Aid, janvier 2007, p14

<sup>10</sup> Idem

Ce système requiert, à son tour, un ensemble de réformes interdépendantes, comme le montre les composantes illustrées dans la figure qui suit

**Figure n°1** : Les composantes de la décentralisation politique



**Source** : la commission européenne « Appui à la décentralisation et à la gouvernance locale dans les pays tiers », collection « outils et méthodes », document de référence n°2, office des publications ; janvier 2007, p16

### ➤ La décentralisation administrative

La décentralisation administrative vise, « à répartir les pouvoirs, les responsabilités et ressources financières entre différents paliers de gouvernement ». (Ebel et Ylmaz, 2001 ; p.25).<sup>11</sup>

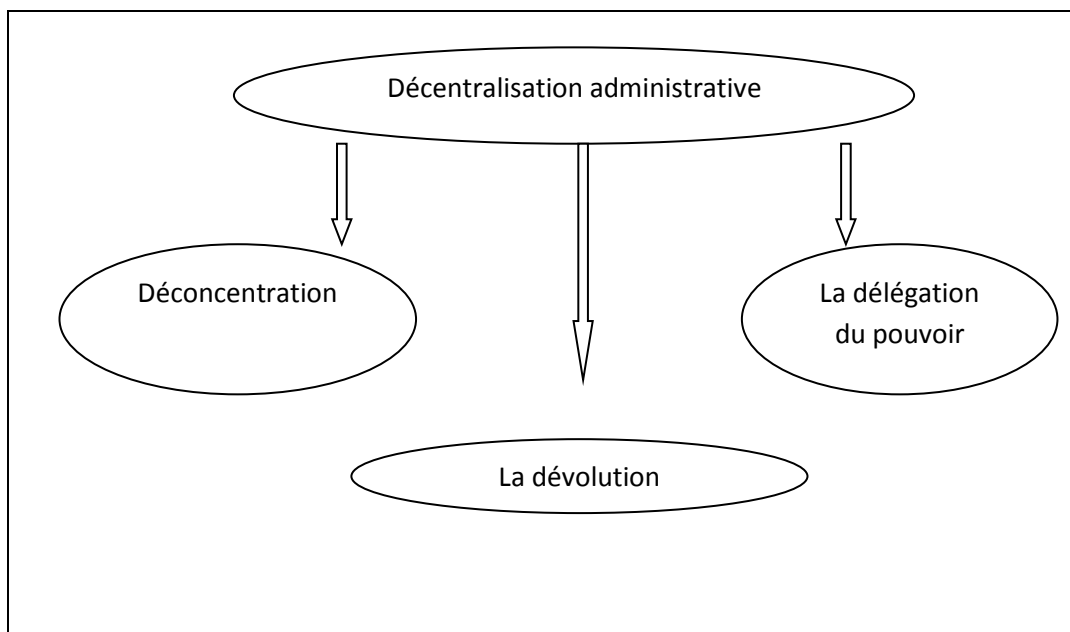
La gouvernance administrative consiste à transférer des compétences décisionnelles, des ressources et de responsabilités aux fins de la fourniture d'un certain

<sup>11</sup> Ebel et Ylmaz, 2001 ; p.25. cité par Amzal, « la gouvernance territoriale et le développement local : contribution à l'évaluation de la pauvreté des communes de wilaya de Bejaia », mémoire de Master, faculté des Sciences Economiques de Gestion Commerciale, université de Bejaia



nombre de services publics, depuis l'administration centrale vers d'autres niveaux administratifs.

**Figure n°2** : Schéma général de la décentralisation administrative



**SOURCE** : Boumoula S , « la problématique de la décentralisation a travers l'analyse des finances publique communales : cas des communes de la wilaya de Bejaia » Mémoire de Magistère en Science Economique université A.MIRA BEJAIA.2002.P.27

Les trois formes de la décentralisation administrative sont résumées comme suit :

➤ **La déconcentration**

C'est le transfert de responsabilités des fonctions de gouvernement central vers des fonctions situées dans les régions

➤ **La délégation**

C'est le transfert de prise de décision de l'administration des fonctions publique vers les organisations semi-autonomes qui en dernier ressort doivent lui rendre des comptes.

➤ **La dévolution**

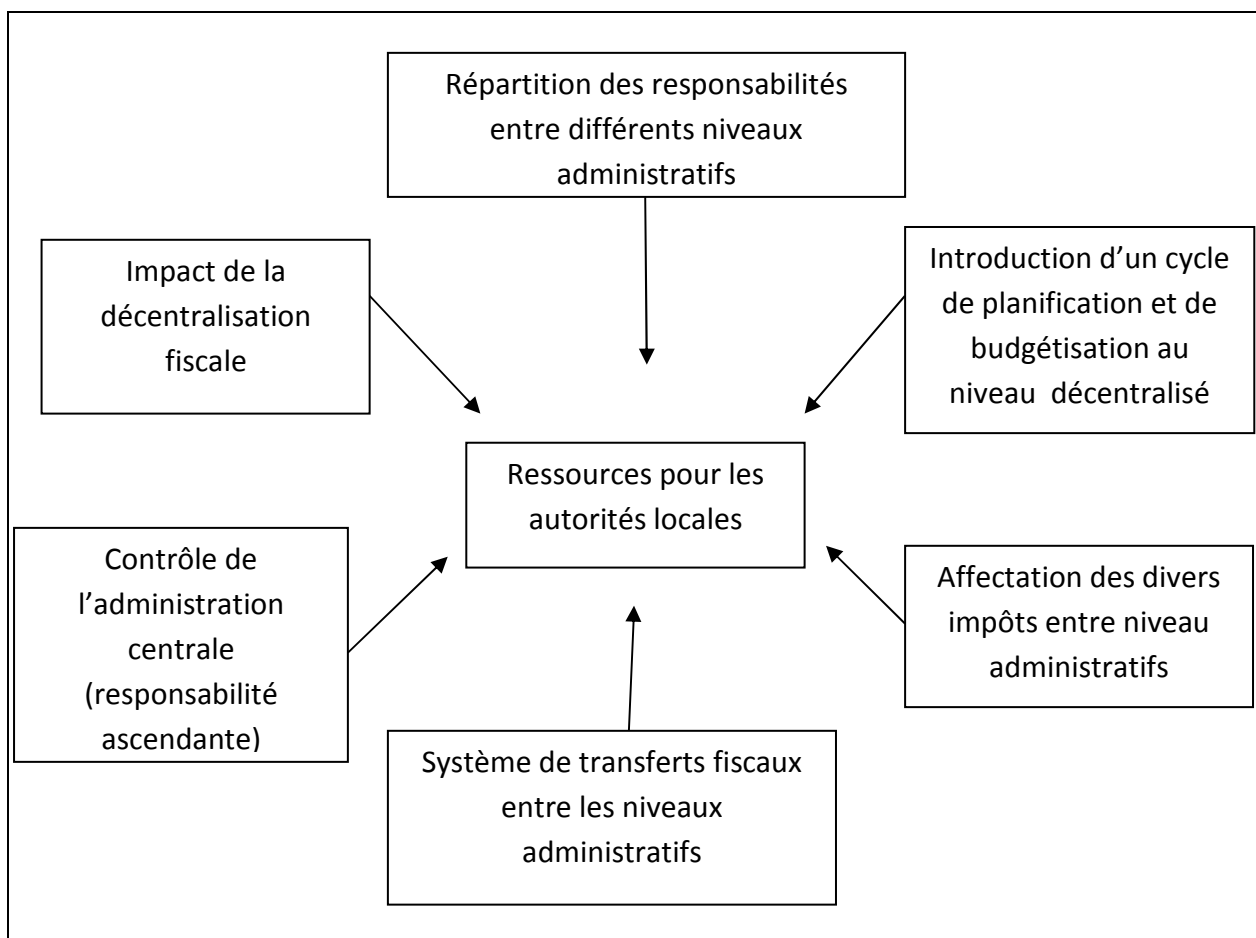
C'est le transfert des pouvoirs de décision de l'autorité en matière de finance et de gestion vers des unités d'administration locales quasi-autonome avec statue de municipalité.

➤ **La décentralisation fiscale**

Ce type correspond à transférer la responsabilité en matière de prestations de services pour les fonds alloués. Les arrangements concernant l'allocation des ressources se négocient en règle générale entre les autorités locales et centrales.

L'affectation des impôts locaux, la répartition des recettes fiscales, la fixation de taxes de marché et d'utilisateur relèvent également de la politique en matière de décentralisation fiscale.

**Figure n°3 : Les composantes de la décentralisation fiscale**



**Source :** la commission européenne « Appui à la décentralisation et à la gouvernance locale dans les pays tiers », collection « outils et méthode », document de référence n°2, office des publications, janvier 2007, p18

L'impact probable de la décentralisation fiscale est particulièrement important car il invite les décideurs à se concentrer sur certains domaines, tel que l'efficacité économique, l'efficacité politique

### 2.2.3. Les avantages et les inconvénients de la décentralisation

Le transfert de compétence et de délégation du pouvoir cela implique des avantages et les inconvénients

#### 2.2.3.1. Les avantages de la décentralisation

**Xavier Greffe** a identifié les avantages de la décentralisation :

- La décentralisation est source d'une meilleure prise en considération des demandes sociales, les centres de décision étant désormais proche des conditions spécifique sur le plan économique et social.
- La décentralisation permet de mieux gérer les services publics en adaptant les réponses aux besoins ressentis et en rendant leur fonctionnement plus transparent. A condition, bien entendu, que ce raccourcissement de la distance a l'administration ne se traduit pas par le clientélisme.
- La décentralisation rend possible une participation plus directe des citoyens a la prise de la décision comme a la gestion des services
- La décentralisation permet un meilleur contrôle des représentants élus et elle est à ce titre un levier de la démocratie .a condition que cela ne retourne pas contre la cohérence de la nation et des principes de service public qui servent à la forger
- 

#### 2.2.3.2. Les inconvénients de la décentralisation

- Accroître les inégalités entre les régions les plus riches et les plus pauvres d'un pays
- Déstabiliser l'unité nationale et déclenchement des conflits politiques ou ethniques.
- Faciliter l'abus d'autorité ou la corruption des autorités locales et centrale et en faire des régions locales dictatoriales.

## Section 03 : la Gouvernance locale en Algérie

Pour que la gouvernance locale soit efficace il doit avoir une cohérence et la coordination entre tous les acteurs (politico-administratifs, économiques, et ceux de la société civile) du territoire

### 3.1. Le niveau de la décentralisation économique en Algérie

La constitution de 1996 a définie la décentralisation dans l'article 16 que l'assemblée élue constitue l'assise de la décentralisation et le lieu de participation des citoyens à la gestion des affaires publiques. et aussi dans l'article 1 de la loi n°90-08 du 07 avril 1990 définit la commune et la wilaya comme des collectivités territoriales de base dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Mais malheureusement ces définitions ne sont pas exercer sur le terrain .tout les programmes de développements décidés par le gouvernement. Et selon B.Arhab(2004) <sup>12</sup>de « centralisme exagéré de la décision ». Toute initiative de développement local était décidée par l'Etat central. Les citoyens, de même que les entreprises, n'avaient pas la possibilité d'exprimer leurs avis et d'initier des projets de développement.

Pour qu'elle soit efficace il devrait avoir un double mouvement

- Redistribuer les compétences du haut vers le bas afin de régler les problèmes au niveau où ils se posent concrètement
- Rapprocher les citoyens de l'exercice des décisions touchant à leur devenir (le problème de la participation)

### 3.2. Capacité des responsables locaux en matière de prise de décision

Les autorités communales n'ont pas la chance de prendre une grande marge de manœuvre pour les décisions économiques et cela a cause

- Faibles niveaux d'instruction des élus
- Faiblesse des moyens financiers autonomes
- la plupart des collectivités locales ne disposent pas d'une stratégie pour la mise en valeur du territoire
- ils ne disposent pas de critères d'évaluation des opportunités pour la prise de décision
- la mobilisation des ressources et le montage de projets, faute de moyens humains et financiers.

La reforme des codes communal et de wilaya devait rendre plus effective la décentralisation en traitant la double problématique liée à l'adéquation des moyens

---

<sup>12</sup> ARHAB B (2004) « La décentralisation comme moyen de mobilisation pour le développement » dans FERGUENE Améziane (ED) « gouvernance locale et développement territorial : le cas des pays du sud » l'Harmattan , paris pp 163-173,

financiers et des ressources humaines aux missions dévolue aux échelons locaux (instauration d'un nouveau régime de fiscalité locale), ainsi qu'au renforcement des capacités institutionnelles des collectivités locales et la rénovation de leur mode de fonctionnement

### **3.3. Problèmes de cohérences des politiques régionales avec la politique nationale**

En Algérie, il n'existe pas de politique régionale de développement et la région n'est pas instituée en tant qu'entité administrative ni économique. Les insuffisances et les disfonctionnements constatées, sources de gaspillage de ressources qui caractérisent encore le mode de gestion publique dans tous les secteurs s'expliquent essentiellement par ces problèmes d'articulation entre les actions au niveau central, de wilaya et communal. Il faudrait par conséquent, redéfinir de manière plus précise les champs de compétence des divers échelons pour favoriser une meilleure articulation entre les structures décentralisées et l'échelon central.

### **3.4. Cohérence entre les ressources et les besoins en matière de développement**

Il y a un écart important entre les ressources dont disposent les collectivités locales et les besoins des populations dans tous les domaines. Rares sont les communes qui ne connaissent pas des situations de déficit.

### **3.5 Décentralisation et participation citoyenne**

La participation des citoyens, notamment à travers les associations, demeure difficile compte tenu du déficit de formation et d'information de la composante humaine. Le défi est d'arriver à établir un partenariat entre les pouvoirs publics (institutions étatiques) et les associations de la société civile. Il est aussi indispensable de promouvoir les conditions qui vont permettre la participation de la société civile : accès à l'information, programmes de formation sur les questions légales et administratives, appui à la création d'associations...

### **3.6. La transparence dans la gestion des affaires publiques**

Sur cette question, les avis des spécialistes divergent. Certains pensent que la transparence existe puisqu'au niveau des collectivités locales, la préparation et l'exécution des volets déconcentrés du budget d'équipement relèvent de la responsabilité du wali, représentant de l'Etat, mais sous le contrôle de l'assemblée populaire de wilaya. Et quand l'autorisation de dépense est déléguée à un niveau inférieur, le Ministère des Finances intervient par l'intermédiaire de son représentant au niveau local (le receveur communal) pour exercer son contrôle sur la dépense. Le contrôle des dépenses publiques se fait par les APC et les APW lors du vote des budgets.

D'autres considèrent que la transparence est réduite car c'est l'administration qui décide de l'allocation des enveloppes budgétaires et c'est l'administration qui se charge d'en contrôler l'exécution. Les assemblées des élus de même que les associations de la société civile ne sont là que pour cautionner les décisions prises par l'administration.

### **3.7. Les questions de genre**

Le taux d'emploi des femmes au niveau de l'exécutif mais aussi de représentativité au niveau des assemblées électives est encore très faible. Il s'agit d'une question qui se pose au niveau national. Cette question du genre n'est manifestement pas encore socialement intégrée, malgré la volonté clairement exprimée par les responsables

### **Conclusion**

D'après ce que nous avons présenté dans ce chapitre la gouvernance vise à améliorer le niveau de vie des populations, elle s'appuie sur quelques principes telle que la citoyenneté, la démocratie, prendre la décision, le partenariat entre acteurs et aussi la gouvernance fait appel à la mise en place de la proximité. En effet, la présentation synthétique de la gouvernance servira à la suite dans notre étude.

Par ailleurs, la décentralisation qui est un transfert de responsabilité et de prise de décision de l'administration centrale vers les autorités intermédiaires ou locales, donne l'autorité pour les différents acteurs et de participer dans la prise de décision.

## CHAPITRE 01 : La gouvernance locale : définitions et généralités

---

L'Algérie après avoir centré ses efforts sur les projets de grandes envergures et que ces projets ont voué à l'échec car l'administration centrale détienne le pouvoir et elle ne fait pas participer les citoyens au processus de décision, elle devra poursuivre les réformes engagées ces dernières années a fin de remédier à cette problématique.

# **CHAPITRE 02**

## **Le Développement Local : Fondements Théoriques**



## Chapitre 02 : le développement local, fondement théoriques

### Introduction

Grâce à la mondialisation le monde est marqué par la concurrence notamment dans les pays en développement qui ont connu beaucoup de défis à relever. Les gouvernements de ces pays sont sensés trouver les solutions pour se protéger des effets négatifs de la mondialisation et de chercher les meilleures solutions pour protéger l'économie nationale. Cela constitue le point de départ du développement local.

Le développement local est un mouvement économique qui sert à améliorer le bien-être d'une société commençant par le niveau local. Le niveau local se présente comme le lieu le plus proche de la réalité des gens, et serait ainsi, le lieu de définition des besoins et de réalisation des actions. De nouvelles approches de développement apparaissent alors pour cerner et mieux cadrer ce nouveau mode de développement alternatif, qui vise à utiliser les initiatives locales comme moteur du développement.

Ce chapitre va présenter l'historique et la définition du concept de développement local, ensuite les approches du développement local.

## Section 1 : Développement local : concepts de base

Avant d'aborder l'origine du concept de développement local et ses définitions il est nécessaire de mettre l'accent sur le territoire car c'est un élément de base du développement local.

L'espace Géographique n'est pas juste un contexte purement physique doté d'attributs matériels où se déroulent les relations économiques. Cet espace possède une dimension sociale qui permet de le saisir plus comme une entité composite active de relations que comme « réceptacle neutre et uniforme », des stratégies des acteurs (Dupuy et Gilly, 1996).

### Qu'est-ce que le territoire ?

Pour certain comme **Guy Di Méo**, c'est un construit social, c'est-à-dire une « appropriation à la fois économique, idéologique et politique (donc social) de l'espace par des groupes qui se donnent une représentation particulière d'eux même de leurs histoire »<sup>1</sup>

Pour d'autre, comme **Claude Dupuy** et **AntjeBurmeister**<sup>2</sup>, « l'émergence des territoires repose avant tout sur les interactions entre les acteurs, en particulier à travers la mise en œuvre de processus d'apprentissage collectif, l'économie de la proximité s'interroge donc sur les formes prises par la gouvernance territoriale ». Il semble donc que le territoire est une surface d'échange entre les acteurs et c'est pourquoi, le territoire s'apparente à une organisation réticulaire dotée d'une identité collective dont les parties prenantes investissent des moyens dans une vision commune. Le territoire donc prend la forme d'un construit socio-économique produit entre les acteurs locaux (économiques, techniques, sociaux, institutionnels) qui participent à résoudre un problème commun ou à réaliser un projet de développement collectif.

---

<sup>1</sup> Di Méo G. « Que voulons-nous dire quand nous parlons de l'espace ? », ED Belin, Paris, 2000, p37, 48.

<sup>2</sup> Claude Dupuy et AntjeBurmeister « entreprises et territoires : les nouveaux enjeux de la proximité », la documentation française, 2003, P9.

En Fin, on peut dire tout simplement que Le territoire est une entité composite dont les décisions sont à priori l'émanation d'une volonté collective, ce dernier détient une place importante dans le développement, aussi un outil d'analyse économique pertinent.

## 1. Emergence et définition du concept

Dans ce point nous présenterons comment le développement local est apparu

### 1.1. Emergence du concept

Le développement local apparaitre dans les années cinquante à l'origine d'une mobilisation des potentialités soit par les ressources naturelle, social, la mobilisation des personnes peut orienter les dynamiques socio-économique

Le développement local est « comme une réponse à plusieurs problèmes »<sup>3</sup> parmi ces problèmes les effets du la mondialisation et d'autre part a l'approche frontale de l'aménagement de territoire très centralisé, qui agit par rattrapage massif des retards économique des dynamique exogènes dont on sent poindre les limites

Il émane essentiellement de territoires aussi se considèrent marginalisés par ces politiques frontales, souvent ruraux et situés dans les zones d'ombre du territoire national .on découvre alors un slogan qui va devenir la pierre angulaire du développement local « vivre, travailler et l'autonomisation locale de la décision qui implique la matière grise nécessaire et la mobilisation politique subséquente décider au pays ». Cette expression contient, à elle seule, les principes du développement local puisque, outre vivre et travailler, qui sont les deux éléments forts du développement ; elle appelle à la notion de « pays » comme un périmètre d'action et de décision potentiel.

Cette idée du pays n'est pas neuve en elle-même puisque les géographes classiques ont toujours revendiqué la pertinence d'une échelle intermédiaire entre la commune et le département plus a même que ce dernier, dont les gènes est trop empreinte de la bureaucratie révolutionnaire, a recouvrir la dimension sociale de l'espace vécu et de l'appartenance culturelle. C'est ainsi que, dans les années 70, les premiers contrats de pays

---

<sup>3</sup>KHELLADI Mokhtar (2008), « le développement local : une réponse à plusieurs problèmes », contribution au colloque international « développement local et gouvernance des territoires », du 3 au 5 Novembre 2008, Jijel Algérie p.1.

accompagnent la généralisation d'une approche en termes de développement local. C'est en sein de ces entités, notamment en milieu rural, qu'on redécouvre les valeurs identitaires collectives et les solidarités propres à engendrer une nouvelle approche démocratique du développement.

## 1.2. Définitions du développement local

**Xavier Greffe (1982)** définit le développement local comme « un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales dans un territoire à partir de la mobilisation de ses ressources et de ses énergies. Il sera donc le produit des efforts de sa population, il mettra en cause l'existence d'un projet de développement intégrant ses composantes économiques, sociales et culturelles, il fera d'un espace de contiguïté un espace de solidarité active ». <sup>4</sup>

**Bernard Pecqueur (1989)** quant à lui, considère le développement local comme une dynamique qui repose sur les relations non marchandes. Il donne la définition suivante : « Ni mode, ni modèle, le développement local est une dynamique qui met en évidence. L'efficacité des relations non exclusivement marchandes entre les hommes pour valoriser les richesses dont ils disposent ». <sup>5</sup>

D'autres économistes ont défini le développement local comme « un mouvement culturel, économique et social qui tend à augmenter le bien-être d'une société ; il doit commencer au niveau local, et se propager au niveau supérieur (global) ; il doit valoriser les ressources d'un territoire par et pour les groupes qui occupent ce territoire, il doit être global et multidimensionnel recomposant ainsi les logiques sectorielles »

« Le développement local (DL) est un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire à partir de la mobilisation et de la coordination de ses ressources et de ses énergies. Il sera donc le produit des efforts de sa population, il mettra en cause l'existence d'un projet de développement intégrant ses

---

<sup>4</sup>GREFFE .X (1984), « territoires en France : les enjeux économiques de la décentralisation » dans AMGHAR .M (2009), « Essai d'analyse de la contribution de la dynamique entrepreneuriale au développement du territoire : cas de Bordj Bou Arreidj » Mémoire de magistère en sciences de gestion université de Bejaia , p48

<sup>5</sup>PECQUEUR .B (1989), « le développement local, mode ou modèle » Syros Alternatives, Paris pp 16.17

composantes économiques sociales et culturelles, il fera d'un espace de contiguïté un espace de solidarité active.<sup>6</sup>

Nous pouvons dire que le développement local est une notion vague et globale comme nous l'avons constaté à travers les multiples définitions proposées ci-dessus. Nous constatons aussi l'accent mis sur les phénomènes de solidarité, de volonté collective et de mobilisation sociale, nécessaire pour le déclenchement du processus de développement.

### 1.3. Objectif, Conditions et Outils du développement local

Nous commencerons par énumérer les objectifs et les conditions du DL puis ses outils.

#### 1.3.1. Objectif et conditions du développement local.

Le développement local vise à :

- Améliorer le niveau de vie et le bien être des personnes
- Améliorer le cadre de vie de la communauté pour qu'elle puisse offrir les activités économique et sociale (emploi)
- Créer des richesses à travers la mobilisation des ressources naturelles et énergie territoriale
- 

Pour la réussite d'un projet de développement local il doit avoir les conditions suivantes :

- **La participation d'une communauté locale :** Toute décision de développement local est conditionnée par la participation et l'implication active de la population. Donc, il est d'abord important de définir cette communauté, ses intérêts et les services recherchés. La mobilisation des communautés implique un processus permanent d'animation du milieu qui permet aux citoyens d'exprimer leurs besoins et de les informer et les former dans les rôles qu'ils peuvent avoir dans la participation au développement local. Plus celle-ci est élevée, plus les chances de réussite sont élevées.

---

<sup>6</sup>Pecqueur bernard, « le développement local, mode ou modèle », Ed Syrod, paris, 1989, p 16 cité par Boulkemi

- **Le partenariat** : Pour la réussite de création de réseaux d'échange il est indispensable la participation de deux secteurs (secteur privé et public) ils doivent choisir de travailler ensemble afin de développer une participation intersectorielle et des interventions transversales
- **La création d'un environnement favorable à l'action** : Pour un climat favorable à l'action communautaire, il est exigé aux autorités locales de mettre, à la disposition des autres acteurs publics des conditions permettant de provoquer un climat favorable. Un climat favorable c'est l'identification, fixation des objectifs et d'établir des plans d'actions afin d'orienter les efforts des secteurs dans la même sens.

### 1.3.2. Les outils du DL

Plusieurs outils sont nécessaires pour atteindre le développement local, à savoir :

- **L'aménagement du territoire** : C'est la définition des grandes orientations qui mènent l'élaboration des programmes d'action territoriale qui sont destinés à prendre en charge les problématiques enregistrées.
- **La politique de décentralisation** : Cette politique est destinée par la décontraction des structures de l'Etat
- **La gouvernance locale** : C'est l'interaction entre les acteurs d'une communauté locale (le secteur public, le secteur privé et la société civile) dirigée vers la détermination d'un projet global commun.
- **la participation citoyenne** : Qui s'exprime au sein des structures locales
- **Le financement** : Le financement des actions de développement local peut être assuré par le regroupement des différentes ressources de l'Etat (fiscalité nationale, fiscalité locale) les aides

### 1.4. Les modes de développement local

On peut distinguer trois types de processus de développement<sup>7</sup>.

---

<sup>7</sup>Saïdi.Mariama, « gouvernance des territoires et développement local, cas des zones aménagées : cas de la zone d'activité TAHARACHET AKBOU », université de Bejaïa, 2011, p13.

### 1.4.1. Le processus d'agglomération

Ce processus se base sur la concentration des activités économiques sur un territoire donné. Cette concentration des activités économiques résulte d'économies externes aux entreprises liées à des économies d'échelle dans le partage de certaines ressources. Il s'agit ici principalement d'externalités pécuniaires provoqué par la concentration des activités et des personnes. La particularité du processus d'agglomération est qu'il produit des effets externes qui ne répond pas à une logique industrielle forte ou qui ne dépendent pas d'un monde de coordination spécifique entre les différents agents. Les avantages naissent de la proximité géographique sont liées à la diversité des acteurs et sont généralement analysés comme des économies d'urbanisation. Le processus d'agglomération peut se développer, se stabiliser ou même décliner en fonction de l'importance des bénéfices engendrés par la concentration en regard des inconvénients présents sur le territoire considéré.

### 1.4.2. Le processus de spécialisation

Il se base sur une structure organisationnelle forte de tissu économique dominé par une activité industrielle ou un produit. Le terme de spécialisation possède deux significations. La première la particularité du tissu économique cette structure est basé sur une logique industrielle. La seconde la particularité du tissu est établie en favorisant l'émergence, l'agglomération d'activité qui sont liées soit par leur type d'activité, soit par le produit qu'elle fabrique. Dans ce processus, ce sont les externalités technologiques liées à la proximité qui permettent une agglomération et une cohésion de ces activités, plus que les externalités pécuniaires.

### 1.4.3. Le processus de spécification

Il se distingue des deux précédents par la capacité qu'il offre au territoire de ce doté d'un mode de coordination entre les acteurs qui démultiplie les potentiels de combinaison de ressources complémentaires liées à leurs proximités institutionnelles particulièrement fortes. Il s'agit, donc ici, d'une capacité créatrice du tissu qui, en combinant ses ressources et ses actifs, dispose de moyens de mettre en œuvre des stratégies qui inclinent les trajectoires héritées du passé.

Ces trois processus peuvent être attribués aux territoires en fonction de leur dynamique. Une dynamique territoriale est amorcée par le passage d'un mode à autre selon l'histoire de chaque territoire. Ce qui rend le rôle du temps important dans la sélection d'un mode de développement pour le territoire, en une période donnée. C'est-à-dire qu'il n'existe pas un mode meilleur que d'autre, mais des passages d'un mode à l'autre, dessinant une trajectoire de développement pour un territoire qui se construit et probablement se détruit selon les ressources utilisées, le type de proximité présent et la diversité des acteurs engagés par leur coordination, cette construction territoriale peut prendre trois circuits différents, savoir :

➤ **De l'agglomération à la spécialisation :**

Ce passage d'une économie d'agglomération variée à une spécialisation se fait en attirant des activités similaires ou complémentaires en terme de fonction de marché ou de produit

➤ **De la spécialisation à la spécification :**

Ce passage de la spécialisation à la spécification peut se produire par la diversification maîtrisée des activités. Il garantit le redéploiement des ressources et élimine le risque de dépendre d'une activité dominante.

➤ **De l'agglomération à la spécification :**

Ces deux modes de développement se caractérisent par la diversification d'activités. Néanmoins, il est important de signaler une différence majeure entre les deux. La densité institutionnelle qui figure dans le mode de spécification permet d'exploiter les complémentarités qui existent entre les différentes activités. C'est cette proximité institutionnelle qui garantit la valorisation des activités, le redéploiement des ressources spécifiques et la flexibilité des choix individuels

## **Section 02 : Les approches territoriales de développement local**

Avec l'échec de mise en œuvre des approches classiques du développement, ce qui a poussé de nouvelles approches à apparaître pour combler les lacunes de ces théories. Ces nouvelles approches prennent en considération l'introduction d'un élément nouveau.

Dans cette section nous présentons les différentes approches de développement



## 2.1. L'approche territoriale du développement local

Avec l'échec de la mise en œuvre des approches classique traditionnelle du développement, ce qui a poussé des nouvelles approches d'apparaître qui partent de la construction de nouvelles grilles d'analyses et prennent en considération l'introduction d'un élément nouveau, par apport aux approches traditionnelles qui a été longtemps occulté dans l'analyse économique. Cette approche du développement local projette le territoire au centre du développement local et ayant un rôle actif dans les dynamiques productives

Cette approche rassemble l'Approche du district industriel (DL), des systèmes productifs localisés (SPL), des milieux innovateurs (MI) et des clusters

### 2.1.1. L'approche du district industriel (DI)

**Le district industriel** : est l'une des formes de développement qui a traité la relation entre la dynamique industrielle et la dynamique territoriale. et le district industriel est considéré comme la base du développement territoriale. Pour **COURLET Claude (2001)**, le district industriel « est un grand complexe productif où la coordination entre les différentes phases et le contrôle de la régularité de leur fonctionnement ne sont pas soumis à des règles préétablies ou à des mécanismes hiérarchiques comme cela se déroule dans la grande entreprise »<sup>8</sup>.

**Giacomo Becattini** définit le district industriel comme « une entité socio-territoriale caractérisée par la présence active d'une communauté de personnes et d'une population d'entreprises dans un espace géographique et historique donné. Dans le district, à l'inverse de ce qui se passe dans d'autres types d'environnement, comme par exemple les villes manufacturières, il tend à y avoir une osmose parfaite entre communauté locale et entreprises »<sup>9</sup>. Après cette définition de l'économiste italien **Giacomo Becattini** nous pouvons tirer trois dimensions de l'aspect territorial, qui sont :

- ✓ Une dimension historique : qui suppose une éthique et une morale de travail, qui distingue les processus de développement et aide les relations inter-fières ;
- ✓ Une dimension socioculturelle : qui spécifique considère comme la base d'une confiance et d'une réciprocité dont les rapports interagissent ;

<sup>8</sup> COURLET Claude (2001), « territoires et régions : les grands oubliés du développement économique » l'Harmattan, Paris p 34

<sup>9</sup> BECATTINI Giacomo (1992), « le district marshallien, une notion socio-économique » PUF, Paris pp36-37

- ✓ Une dimension économique : qui régule la production et les relations sociales, le lieu milieu social fournit des informations sur le marché et génère des règles et des codes de comportement des agents.

**Les principales caractéristiques des districts industriels**, celles –ci sont résumées

Ci –dessous:

- L'existence d'une communauté locale;
- Une forte intensité d'entreprises;
- Des ressources humaines professionnelles et spécialisées;
- De la concurrence combinée avec la solidarité ;
- Des innovations technologiques maîtrisées;
- Un dynamisme particulier.

### **2.1.2. L'approche des systèmes productifs localisés (SPL)**

Un système productif local (SPL) est un groupement d'entreprises, en majorité des PME/PMI qui mutualisent des moyens et développent des complémentarités sur un territoire de proximité, pour améliorer leur efficacité économique. Elles se fédèrent autour d'un projet commun de mutualisation de leurs moyens et/ou de développement de complémentarités dans des domaines aussi variés que la production, le développement commercial et l'export, la communication, la veille et l'innovation technologique, les ressources humaines et la formation, les achats mutualisés. Un SPL est identifié selon 5 critères :

- Concentration de TPE ou PME,
- Appartenance des entreprises à un secteur, couple produit/marché,
- Existence de relations interentreprises fortes,
- Accès à un ensemble de services marchands et non marchands afin que les entreprises acquièrent un avantage à être dans le système,
- Idée d'une culture commune.

### **2.1.3. L'approche des milieux innovateurs**

La naissance du concept de milieu innovateur est due sans conteste aux chercheurs et aux collectifs de recherche associés dans le cadre du **GREMI 1** (Groupe de recherche Européen sur les milieux innovateurs – Association Philippe AYDALOT) qui se placent délibérément dans une problématique de la dynamique des territoires fondée sur ce

concept. Sachant que le GREMI a été initié par Philippe AYDALOT en 1984, c'est lui qui s'intéressait en premier aux innovations dans les territoires. Il appliquait des approches innovatrices dans ses analyses, ceci, l'avait conduit à avoir une interprétation nouvelle du Développement.

Roberto Camagni (2004) écrit à son sujet « (...) l'attention qu'il porte à l'espace le conduit à une approche innovatrice : il n'interprète pas le développement comme un phénomène de diffusion spatiale des nouveaux paradigmes technologiques qui investiraient d'une manière déterministe les territoires, sur la base d'une probabilité de « Contagion » définie à priori, mais comme un processus d'adaptation et d'adoption « Créative » par les systèmes locaux qui choisissent les technologies appropriées et les incorporent à l'organisation de leurs systèmes propres et leur culture spécifique »<sup>10</sup>Ferguène. A relève trois composantes principales pour la définition du milieu innovateur<sup>11</sup> :

- L'espace géographique qui se caractérise par un ensemble de ressources matérielles et immatérielles, génériques et spécifiques ;
- La logique d'organisation qui recouvre l'ensemble des formes d'organisation présentes sur le territoire et qui influencent les stratégies d'entreprise ;
- La dynamique d'apprentissage qui désigne les acteurs évoluant dans le milieu (Entreprises, institutions, main-d'œuvre) à s'adapter rapidement et efficacement aux transformations de l'environnement proche et lointain.

En plus des trois composantes soulevées par Ferguène A (1999) permettant d'identifier le milieu innovateur, les caractéristiques peuvent être identifiées comme suit :

- *L'ouverture* : le milieu innovateur est un système qui entretient des relations diverses avec son environnement ;
- *L'organisation des ressources* : les acteurs du milieu organisent et coordonnent les ressources en vue de parvenir à des nouvelles combinaisons productives ;

---

<sup>10</sup>CAMAGNI Roberto (2004) « préface », dans MATTEACCIOLI Andrée (2004), « Philippe Aydalot : pionnier de l'économie territoriale », L'HARMATTAN, Paris p 13-17

<sup>11</sup>FERGUENE A (1999), « Dynamiques territoriales et milieux innovateurs » cahiers du CREAD N°50 4ème trimestre 1999.

- *Le milieu innovateur recouvre une vision territorialisée de l'innovation.* Cela veut dire que le territoire intervient de façon active dans le processus de création technologique.

#### **2.1.4. L'approche des clusters**

Dans son ouvrage « cluster and the new economics of competition », Porter avait mis en avant les bases microéconomiques de la compétitivité des économies nationales, régionales et locales dans l'économie mondiale. Dans la théorie avancée dans cet ouvrage, Porter avait donné un rôle prééminent au concept de « cluster ». Il représente un nouveau mode de pensée.

Le cluster est un regroupement d'entreprises faisant partie d'un même secteur d'activité (Même domaine de compétence) et qui sont localisées géographiquement sur un territoire. Ce regroupement permet aux entreprises de bénéficier d'avantages compétitifs grâce notamment aux « externalités » qu'il suscite.

Le cluster est perçu comme un mode nouveau d'organisation spatiale des entreprises, il résulte de la présence et de la combinaison de certaines caractéristiques qui sont :

- La présence de clients locaux;
- La présence de fournisseurs locaux spécialisés;
- L'interdépendance des industries;
- La présence d'un certain degré de rivalité entre les entreprises.

## **2.2. L'approche résiliaire du développement local**

Dans le cadre de la dynamique du territoire, la proximité géographique ne prend pas en considération les relations qui existent entre les agents économiques. Plusieurs économistes tels que (Leborgne, Lipietz, Storper et Harrison) pensent que la proximité géographique n'a plus le monopole dans l'explication de la structuration spatiale.

En effet, les adeptes de cette approche s'intéressent aux modes d'organisation et de spatialisation des entreprises et modes de régulation des rapports intra-entreprises (entre les travailleurs) et entreprises (entre celles-ci) lorsque il y a l'incapacité d'assurer la coopération entre les agents économiques. Cette problématique inscrite dans l'ordre de l'organisation

d'entreprises a été à l'origine des thèses de Renald Coase et Olivier Williamson (théorie des coûts de transactions)

### 2.2.1. La théorie des coûts de transaction

Le concept de coût de transaction apparaît en 1937 dans l'article de Ronald Coase, « the nature of the firm ». Elle explique l'existence d'organisation économique fondée sur la hiérarchie par l'existence de coût de transaction. Elle considère que les agents ne sont dotés que d'une rationalité limitée (concept créé par Herbert Simon). Les agents se comportent d'une manière opportuniste. Williamson part du principe que toute transaction économique engendre des coûts préalables à leur réalisation et des coûts liés à la recherche d'information à la défaillance du marché. Ce qui dit que certaines transactions qui se déroulent sur le marché peuvent engendrer des coûts de transaction très importants. Dès lors, les agents économiques peuvent être amenés à rechercher des arrangements institutionnels alternatifs permettant de minimiser ces coûts.

### 2.2.2. La théorie de l'agence

Depuis les travaux de Berle et Means<sup>12</sup>, en 1933, les théoriciens et les praticiens se sont succédé dans l'analyse de la question de la séparation des organes chargés des fonctions de propriété et de direction de l'entreprise. La théorie de l'agence a donné naissance à deux courants distingués par Jensen et Mechling. Leur formalisation des rapports entre actionnaires et dirigeants a donné naissance à la théorie de l'agence. Cette théorie s'est développée autour de deux branches : la théorie normative et la théorie positive.

- La théorie normative de l'agence : cette théorie est basée sur l'analyse de la nature des contrats optimaux entre individus disposant beaucoup d'information et de préférences différentes. Son objectif de recherche est le partage optimal des risques entre les agents, les caractéristiques des contrats optimaux et les propriétés des solutions d'équilibre selon l'approche de bien-être. À travers une formalisation poussée et au regard des difficultés liées à cette formalisation, la détermination des contrats optimaux ne retient plus qu'un principal et un agent d'où son appellation de théorie du principal/agent. La

---

<sup>12</sup> Nait-CHABANE A /LATIF, « gouvernance territoriale et stratégie des acteurs », mémoire de magister, université de Bejaia, 2010, p24-25

non-prise en compte des phénomènes de marché et de la diversification du risque constitue une limite à ce courant. sa portée à expliquer des phénomènes organisationnels est sans aucun doute anéantie

- La théorie positive de l'agence : elle sert à expliquer les comportements individuels au sein des organisations notamment celles caractérisées par la séparation des fonctions de contrôle et de gestion. Jensen et Meckling vont jusqu'à démontrer la supériorité en terme d'efficacité économique et financière de la firme capitaliste. ils accordent un rôle primordial à la répartition des droits de propriété dans le comportement des acteurs. Le lien avec la théorie des droits de propriété et de ce fait naturel.

Par ailleurs, certains acteurs estiment que la théorie positive de l'agence n'est autre qu'une généralisation plus argumentée de la théorie des droits de propriété, alors que d'autres considèrent la première comme un prolongement de la réflexion de la deuxième théorie.

### **Section 03 : Le développement local en Algérie**

Le développement local en Algérie est passé par plusieurs étapes. Nous essaierons de les synthétiser dans ce qui suit.

#### **3.1. La démarche algérienne vers le développement local.**

Depuis l'indépendance l'Etat central a suivi la politique qui s'inscrit d'avantage dans une perspective régionale plutôt que locale ce qui a mentionner l'auteur Marc Ecrement(1988), « Des premières années d'indépendance jusqu'en 1974, l'action du pouvoir central en faveur des régions revêtent la forme de programmes de lutte des disparités inter et intra régionales. ces programmes, programmes spéciaux à partir de 1966 et programmes d'équipement local des communes à partir de 1970, servent de substitut à une politique d'aménagement du territoire »<sup>13</sup>

---

<sup>13</sup> ECREMENT M.(1986), « indépendance politique et libération économique : un quart de siècle du développement de l'Algérie 1962-1985 », Entreprise Algérienne de presse(Alger), Office des publications universitaires (Alger) et presses universitaires de Grenoble(France) , p160

D'après ce passage nous constatons que l'Etat central vise à réduire les déséquilibres entre régions et ne s'inscrivait pas comme le cœur du développement local

A partir de 1974 à commencer à se faire sentir le développement local à travers la décentralisation et la promotion des responsabilités des collectivités locales ce qui fait l'essort des conclusions du rapport général du plan quadriennal 1970-1973. Le plan quadriennal 1974-1977. Ce plan présente alors le plan communal. Ce dernier est perçu comme un « nouvel instrument destiné à regrouper dans un cadre cohérent toutes les interventions de portée locale proposées par la commune, réalisées et gérées par elle et financées sur ressources centrales » (M. Ecrement, 1986 p160). Ce plan est notamment celui qui lance deux mesures phares du développement local : les plans communaux du développement (PCD) et les programmes d'industries locales (PIL).

Selon Marc Ecrement (PCD) correspond à une phase d'approfondissement de la cohérence du développement local planifié et aussi ces programmes présentés comme une réponse appropriée aux insuffisances des programmes d'équipement local des communes

Quant aux programmes (PIL) les programmes d'industrie locales sont destinés en plus de la commune, à la wilaya.ils devraient être à la base d'un secteur industriel étatique et décentraliser qui contient des entreprises de collectivités locales.

Durant les années 1980, le système économique algérien se trouvant en crise, des réformes ont dû être menées. Celles –ci ont porté principalement sur la restructuration organique des entreprises, mais également sur la suppression des deux tiers des entreprises publiques locales créent. Puis avec la promulgation de la loi n°93-12 du 05 octobre 1993 relative aux investissements, l'Etat algérien marque son désengagement du secteur économique et la dévolution de plus de prérogatives au niveau local

A partir de 1993 jusqu'à un 1998, l'Algérie a été soumise au plan d'ajustement structurel(PAS), sous la direction du fond monétaire international(FMI) ce qui implique l'Etat algérienne à abandonner son modèle de développement.Ce n'est qu'à partir des années 2000,

une fois que les principales variables macroéconomiques eurent été stabilisées qu'un plan de soutien à la relance économique (PSRE) a été lancé et doté de sommes conséquentes.

Le PSRE (2001-2004) destinées à favoriser la création des PME-PMI. des structures de facilitation de création d'entreprise sont alors mises en œuvre pour la concrétisation de cet objectif. Elles ont consisté principalement dans le fond de garanties (FGAR), les pépinières d'entreprises et les centres de facilitation tels que l'agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ)

Toutefois en dépit des efforts fournis dans le cadre des différents programmes de développement, les résultats au niveau local en matière de développement se font longs à ressentir. Des budgets importants sont alloués aux différents projets à l'instar de ceux inscrits dans le schéma national d'aménagement du territoire (SNAT 2025), dont l'objectif tel que mentionné dans les projets SNAT, est « de programmer des équipements collectifs et de mettre en œuvre des politiques de développement régional et local »<sup>14</sup>. Ces programmes doivent être programmés en fonction des besoins des acteurs locaux.

## Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons pu cerner les concepts de base du développement local et ses différentes approches. Reposant sur des concepts tels que le territoire, les ressources locales, la mobilisation en ressource active indispensable pour le développement.

Les approches que nous avons développées se caractérisent par l'existence d'une concentration géographique sur un territoire (acteurs, entreprise) dans le but de les exploiter, de se développer et d'améliorer leurs conditions d'existence. Une démarche de développement local est à l'origine d'une conception systémique et propose l'association de différentes sphères politique, économique, sociale et culturelle.

---

<sup>14</sup>Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement (2004), « projet SNAT 2025 : jeux des acteurs et éléments de régulation » mission 1, rapport 5, AB 21, P 3.



Au final l'Algérie a adopté plusieurs expériences de développement, mais qui ont vouées à l'échec, l'Algérie a dû marquer un changement de direction. En effet, elle a dû abandonner son système de fonctionnement centralisé vers un système plus ouvert sur le niveau local pour amorcer plus de croissance et de bien être.

**CHAPITRE 03 :**  
**Résultats de l'enquête et**  
**analyse des données**

## **Chapitre 03 : Résultats de l'enquête et analyse des données.**

### **Introduction**

Dans la partie théorique (chapitres 1 et 2) nous avons pu développer les concepts de la gouvernance locale et le développement local. Afin de pouvoir répondre à la problématique posée au début nous avons effectué une enquête de terrain à Bejaia, en allant à la rencontre des acteurs dans l'objectif de recueillir toutes les informations nécessaires à notre analyse.

Dans ce qui suit, nous allons essayer examiner l'existence ou non d'une gouvernance locale au niveau de la commune de Bejaia, ensuite nous allons déterminer les facteurs qui influencent le choix de la participation des acteurs. C'est pourquoi, nous avons adopté une enquête de terrain par questionnaire comme outil afin de comparer l'hypothèse suggérée au début de notre travail au terrain étudié et ceci avec les acteurs concernés par le processus de la gouvernance des territoires à savoir les différents organismes publics et privées.

## Section 1 : Présentation de l'enquête de terrain

D'abord il est nécessaire de présenter la démarche que nous avons suivie pour réaliser cette enquête de terrain.

### 1. Les objectifs de l'enquête de terrain.

Notre objectif principal est de répondre à notre problématique et cela par la confirmation ou l'infirmité de nos hypothèses. Ceci se fera aussi par la collecte du maximum d'éléments d'informations liées à notre terrain d'étude et concernant les acteurs de la gouvernance.

Pour clarifier notre problématique de recherche et de trouver les réponses sur l'existence d'une gouvernance locale dans la commune de Bejaia ou non. Il est nécessaire de se rapprocher au près des acteurs afin qu'ils puissent répondre à nos questions.

#### 1.1. La population de l'enquête.

La population ciblée dans ce cas, est constituée des Acteurs suivants : les Administrations déconcentrées de L'Etat, la Société Civile, (Association, Syndicats, partis politiques) les organismes parapublics (chambre d'agriculture, chambre de commerce et d'industrie, chambre de l'artisanat et des métiers), les entreprises et élus locaux (APW, APC)

D'après les résultats que nous avons obtenus, nous avons un nombre d'acteur total 40 qui sont répartis sur sept catégories par la méthode aléatoire. Nous avons pu obtenir un taux de réponse satisfaisant estimé à 52.5 % de l'échantillon visé

Le tableau 2 ci après donne le nombre d'acteurs visés pour chaque catégorie et le nombre et le taux de réponse. A titre d'exemple, parmi les 20 entreprises constituant notre échantillon total, seulement 12 entreprises ont répondu favorablement, soit un taux de réponses de 60%. Nous ferons remarquer que nous avons obtenus des taux de réponses satisfaisant pour chaque catégorie.

**Tableau 2** : Taille et structure de l'échantillon visé.

Catégorie	Nombre d'acteurs visés	Nombre d'acteurs ayant répondu	Taux de réponse (%)
Entreprises	20	12	60%
ADE	6	2	33,33%
Elus locaux (APC, APW)	2	2	100%
Organisations syndicales	2	2	100%
Associations	3	1	33,33%
Partis politiques	3	1	33,33%
Organismes Parapublics	4	1	33,33%
<b>Total</b>	<b>40</b>	<b>21</b>	<b>100%</b>

Source : élaboré à partir de notre enquête

### 1.2.Présentation et structure de l'échantillon final.

A la fin de notre enquête de terrain, nous avons pu réunir 21 questionnaires sur 40 émanant des différents acteurs ciblés. Notre échantillon contient des proportions ayant favorablement répondu sont satisfaisantes par rapport au nombre d'acteurs visés. Le tableau 1 ci-dessous donne la taille et la répartition de l'échantillon final.

**Tableau 3** : Taille et répartition de l'échantillon final.

Catégorie	Nombre d'acteurs ayant répondu	Taux de réponse (%)
Entreprises	12	60%
ADE	2	33,33%
Elus locaux (APC, APW)	2	100%
Organisations syndicales	2	100%
Associations	1	33,33%
Partis politiques	1	33,33%
Organismes Parapublics	1	33,33%
<b>Total</b>	<b>21</b>	<b>100%</b>

Source : Elaboré par nos soins à partir des résultats de l'enquête.

**Tableau 4** : Répartition des entreprises selon leur chiffre d'affaires.

<b>quelestvotrechiffred'affaire</b>		
	<b>Nb</b>	<b>Taux%.</b>
Inferieur à 20 millions DA	<b>1</b>	<b>8,3%</b>
Entre 20 ET 100 millions DA	<b>3</b>	<b>25%</b>
Entre 100 ET 200 millions de DA	<b>5</b>	<b>41,66</b>
Entre 200 ET 2 milliards de DA	<b>2</b>	<b>16,66</b>
Plus de 2 milliards DA	<b>1</b>	<b>8,33%</b>
<b>Total</b>	<b>12</b>	<b>100%</b>

Source : Dépouillement de la question n°3.

Nous remarquons, qu'il y a 12 répondants à cette question, ce qui représente juste les entreprises, et, la majorité de ces entreprises sont des Sarl.

## **Section 2 : Les outils méthodologiques de l'enquête**

Afin de pouvoir approcher, de la manière la plus objective possible, les acteurs de l'échantillon final sélectionné dans le but de collecter les informations nécessaires à notre étude, nous avons jugé nécessaire de recourir à l'utilisation d'un questionnaire et d'entretiens si possible avec les différents acteurs.

### **2.1. Le questionnaire d'enquête**

Le questionnaire est un ensemble des questions qui sont destiné aux différents acteurs de l'échantillon. Le questionnaire est basé sur l'utilisation de deux types de question

- ✓ **Question ouvertes** : Ce sont des questions pour lesquelles la personne interrogée est libre de répondre dans ses propres termes, exemple : selon vous qu'est-ce que la gouvernance locale.

- ✓ **Questions fermées :** Une question est dite fermée lorsqu'on enferme la personne interrogée dans un choix parmi les seules réponses. Ces réponses sont prévues à l'avance et l'enquêté coche des cases pour répondre.

L'avantage de ces questions est leur simplicité, à la fois pour l'enquêteur (facilement le recueil de l'information), pour la personne interrogée (elles maintiennent l'enquête dans les limites du sujet) et pour le dépouillement ultérieur. Les questions fermées peuvent prendre plusieurs formes notamment :

- **Les questions fermées dichotomiques :** questions pour lesquelles la personne interrogée est contrainte de choisir entre deux réponses proposées

Selon vous, les citoyens participent-ils au processus de développement local

Oui  non

- **Les questions fermées à réponses unique :** questions qui amènent le répondant à choisir la réponse entre plusieurs possibilités (supérieurs à deux), mais seule une case peut être cochée.

Si vous êtes une entreprise :

Quel est votre chiffre d'affaire ?

Moins de 20 millions de DA.....

Entre 20 et 200 millions de DA.....

Entre 200 millions et 2 milliards de DA.....

Plus de 2 milliards de DA.....

- **Les questions fermées à choix multiples :** questions qui laissent pour le répondant la liberté de choisir une ou plusieurs réponses.

Quelles sont, pour vous, les actions prioritaires pour rétablir une situation de bonne gouvernance ? (classez de 1 à 8 selon la priorité)

Le renforcement de la décentralisation.....

Amélioration de la gestion des affaires publiques.....

Amélioration de la gestion des projets de développement local.....

Plus d'implication des citoyens et autres acteurs dans la prise de décision...

Amélioration de la communication entre acteurs à travers les rencontres....

Favorisation des projets associatifs.....

Favorisation des projets productifs et des regroupements d'entreprises.....

Le renforcement des actions de sensibilisation et d'information des acteurs

## 2.2. Les entretiens

L'entretien est un outil permettant d'explorer le point de vue de l'acteur enquêté. L'acteur s'exprime à travers un discours qu'il faut analyser.

En ce qui concerne notre enquête, nous avons pu réaliser quelques entretiens avec certains responsables d'entreprises (Cevital, Candia), quelques élus locaux (APC) des responsables d'administrations déconcentrées (Direction de l'Industrie de la Petite et Moyenne Entreprise et de la Promotion de l'Investissement).

## Section 3 : Résultats de l'enquête et analyse des données

Afin de pouvoir répondre à la problématique posée, nous avons effectué une enquête au sein de la commune de Bejaia, avec laquelle nous avons pu recueillir des informations voire les différentes observations et réponses de l'ensemble de enquêtés.

Et dans ce qui suit, nous allons traiter l'ensemble des résultats pour la détermination de l'apport de la gouvernance locale au développement de la commune de Bejaia.

### 3.1. L'approche de la gouvernance locale

Dans ce point nous ferons un état des lieux sur l'application de la gouvernance locale dans la commune de Bejaia. Mais avant cela, nous voudrions d'abord citer les définitions de données par certains acteurs de cette commune.

- Qu'est-ce que la gouvernance locale ? (Q5)

Selon les élus de l'APW de Bejaia : la gouvernance locale c'est l'élaboration d'une stratégie politique locale en collaboration entre dirigeants et dirigés en mettant en œuvre les besoins vitaux de la population.

Selon les élus de l'APC de Bejaia : c'est l'application des lois de la république.

Selon la direction de commerce : c'est la gestion des ressources disponible.

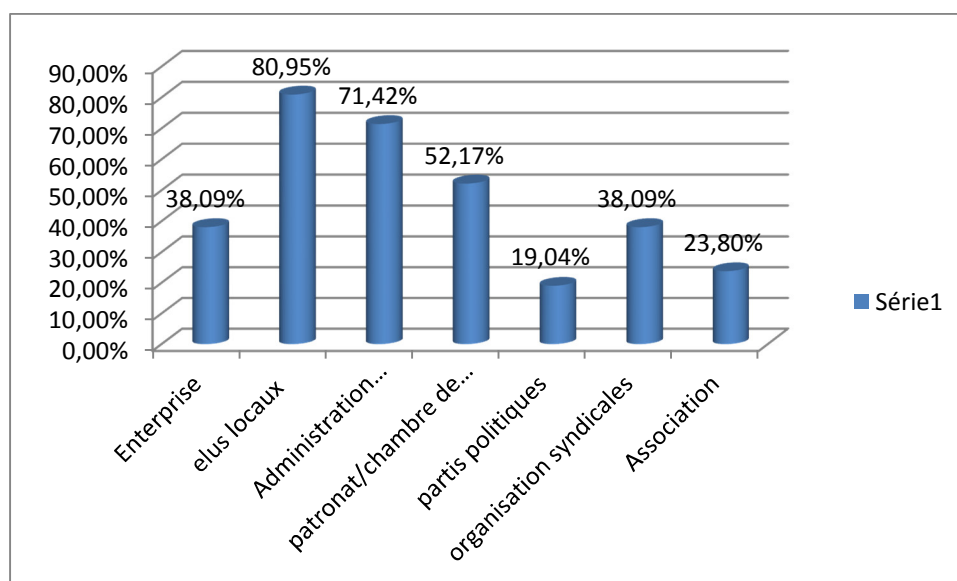
- Parmi les acteurs ci-dessous et selon vous, qui sont les premiers concernés par le processus de gouvernance locale ? (Q6)



**Tableau n°5** : les acteurs les plus concernés par le processus de gouvernance locale.

qui sont les acteurs de la gouvernance		
	Nb	% obs.
Enterprise	8	38,09%
elulocaux	17	80,95%
Administration décentralisées de l'Etat	15	71,42%
patronat/chambre de commerce et d'industrie	12	52,17%
partispolitiques	4	19,04%
organisationsyndicales	8	38,09%
Association	5	23,80%
autres	0	0.0%
<b>Total</b>	<b>21</b>	

Source :Dépouillement de la question n°6

**Figure °4** : les acteurs concernés par le processus de la gouvernance.

Source : fait à partir du tableau n°4.

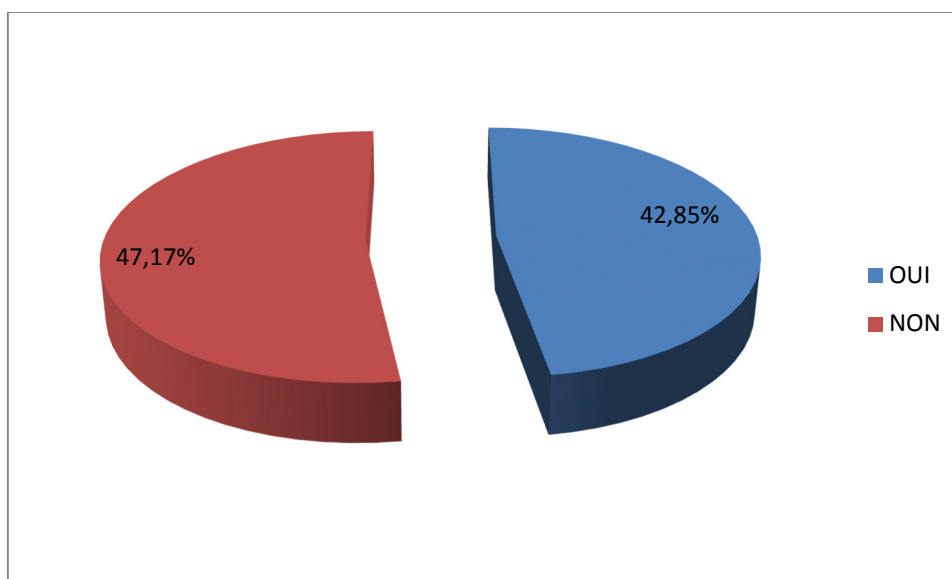
Ce tableau nous amène à montrer la position de chaque catégorie d'acteurs dans le processus de gouvernance. Dans un premier lieu on trouve les élus locaux avec un taux de 80,95% des acteurs l'attribuent pour les élus locaux, la deuxième position on trouve les administrations décentralisées de l'Etat avec un taux de 71,42%. La troisième position à 51,17% est attribuée au patronat/chambre de commerce. En ce qui concerne les entreprises, partis politique, organisation syndicale et les associations détient les dernières positions dans le processus.

Les acteurs apprécient le fait que les élus locaux sont désignés par l'ensemble des acteurs dans le processus électoral, prennent la mission de prise de décision. Alors les élus locaux devraient avoir le pouvoir décisionnel sur la commune. Les ADE sont des exécutants essentiellement des projets dictés par l'Etat. En ce qui concerne les entreprises leurs pouvoirs décisionnels dans le processus de la gouvernance se trouvent dans la protection de leurs intérêts.

- Existe-t-il une gouvernance locale dans la commune de Bejaia ? (Q7)

La réponse à cette question est résumée dans ce qui suit :

**Figure n°5 :** Existe-il une gouvernance locale dans la commune de Bejaia ?



**Source:** dépouillement de la question n°7

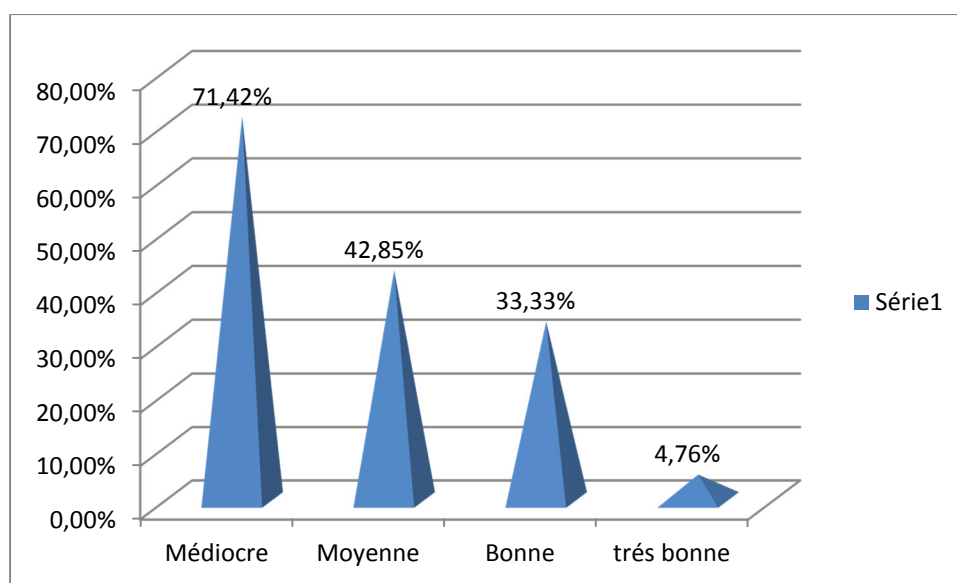
On trouve un pourcentage de 57,17% des acteurs qui disent qu'il y a une absence de gouvernance. Tandis un pourcentage de 42,85% estime qu'il existe une certaine gouvernance dans la commune de Bejaia.

**Question n°8:** Si elle existe, comment la jugez-vous

**Tableau n°6** : Le jugement de la gouvernance ?

si c'est oui quel est votre jugement		
	Nb	% obs.
Médiocre	15	71,42%
Moyenne	9	42,85%
Bonne	7	33,33%
très bonne	1	4,76%
<b>Total</b>	<b>21</b>	

Source : établi à partir de la question°8

**Figure n°6** : La qualité de la gouvernance dans la commune de Bejaia.

Source : établie à partir du tableau n° 5

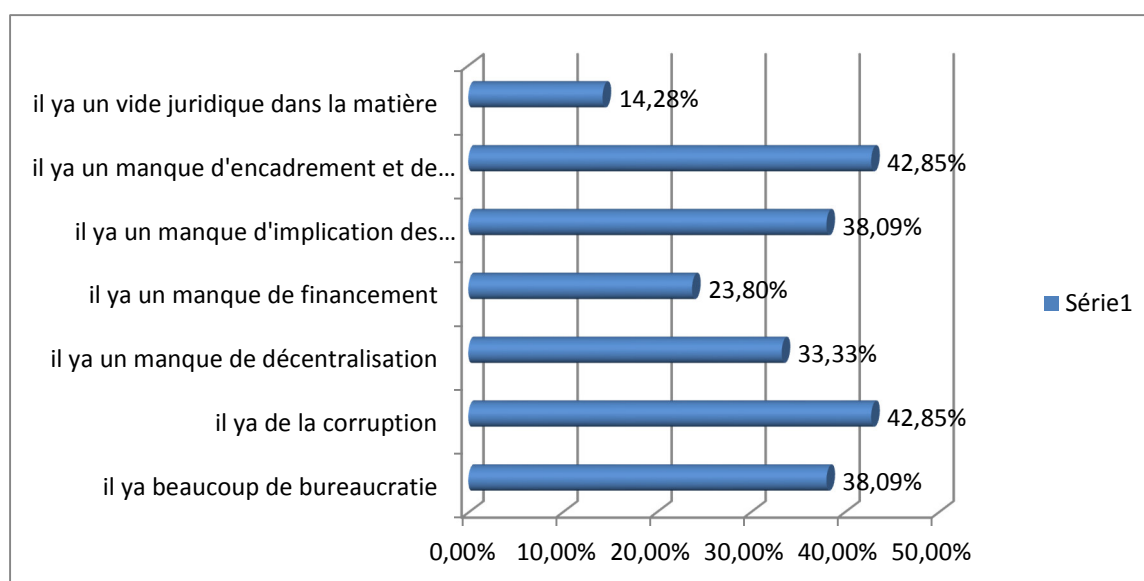
La majorité des acteurs de la commune de Bejaia jugent que la gouvernance existe dans la commune de Bejaia et sa qualité est médiocre à cause de l'inefficacité des mécanismes de la gouvernance.

- Si non, ou médiocre, pourquoi ? (Q9)

**Tableau n°7** : Pour quel motif la gouvernance est en qualité médiocre ou elle n'existe pas.

si c'est non quel est votre jugement		
	Nb	% obs.
ilya beaucoup de bureaucratie	8	38,09%
ilya de la corruption	9	42,85%
il ya un manque de décentralisation	7	33,33%
il ya un manque de financement	5	23,80%
il ya un manque d'implication des acteurs	8	38,09%
il ya un manque d'encadrement et de suivi	9	42,85%
il ya un vide juridique dans la matière	3	14,28%
Autres	0	0,0%
<b>Total</b>	<b>21</b>	

Source : Dépouillement de la question n°9

**Figure n°7** : Pour quel motif la gouvernance est en qualité médiocre ou elle n'existe pas

Source : fait à partir du tableau n°6

La gouvernance est médiocre à cause de deux raisons principales, à savoir : le manque d'encadrement et de suivi, et la corruption dans cette commune. Puis nous trouvons dans la troisième position l'existence de la bureaucratie puis un manque d'implication des acteurs, la décentralisation, un manque de financement et enfin un vide juridique en la matière.

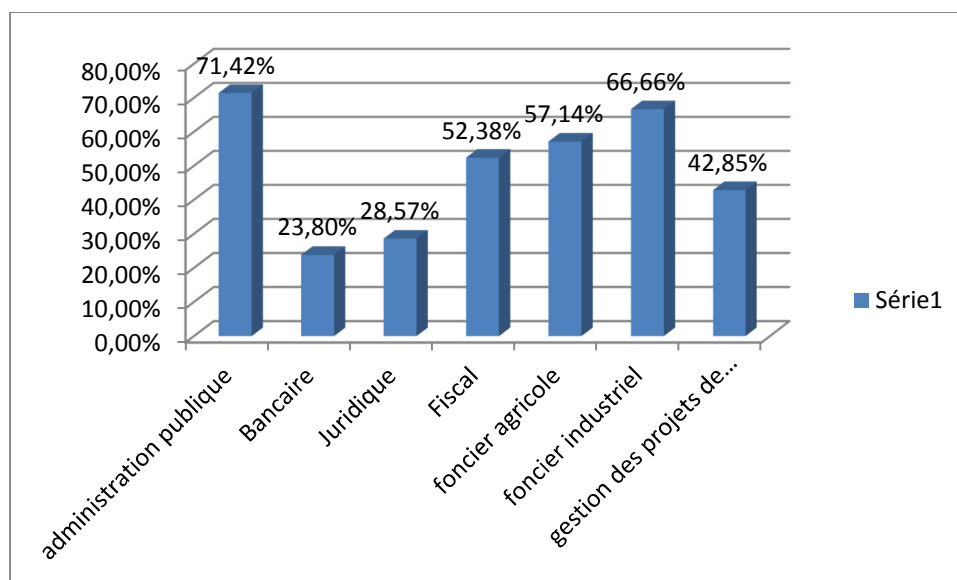
- Parmi les domaines ci-dessous, lesquels se caractérisent par l'existence d'une gouvernance locale ? (Q10)

**Tableau n°8 :** les domaines caractérisés par l'exercice d'une gouvernance locale

lesquel se caractérisent par l'exercice		
	Nb	% obs.
administration publique	15	71,42%
Bancaire	5	23,80%
Juridique	6	28,57%
Fiscal	11	52,38%
foncier agricole	12	57,14%
foncier industriel	14	66,66%
gestion des projets de développement	9	42,85%
autres	0	0,0%
<b>Total</b>	<b>21</b>	

Source : Dépouillement de la question n°10

**Figure n°8:** les domaines caractérisés par l'exercice d'une gouvernance locale.



Source : établie à partir du tableau n°7

Ce qui est remarquable dans cette figure c'est l'administration publique qui maintient les domaines de l'exercice d'une gouvernance locale par son pouvoir d'un pourcentage très élevé de 71,42%. En deuxième, on aperçoit le foncier industriel 66,66%,

foncier agricole 57,14%, le secteur fiscal 52,38% et la gestion des projets de développement 42,85%.

Dans les secteurs juridiques un taux bas de 28,57 ; l'acteur trouve ce secteur cède à des règlements à part. En dernier lieu nous trouvons le secteur bancaire dont 23,80% cela résulte du fonctionnement du système bancaire.

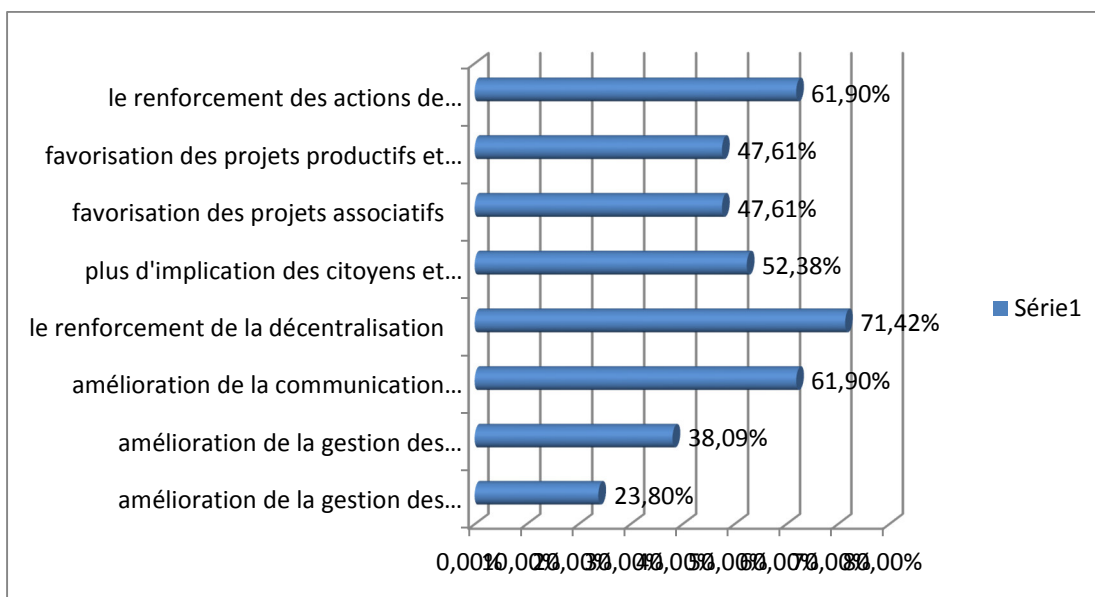
- Quelles sont, pour vous, les actions prioritaires pour rétablir une situation de bonne gouvernance ? (Q11)

**Tableau n°9:** pour rétablir en situation de bonne gouvernance.

<b>rétablir en situation bonne gouvernance</b>		
	Nb	% obs.
amélioration de la gestion des projets de développement locale	5	23,80%
amélioration de la gestion des affaires publics	8	38,09%
amélioration de la communication entre acteurs	13	61,90%
le renforcement de la décentralisation	15	71,42%
plus d'implication des citoyens et autres acteurs dans la prise de décision	11	52,38%
favorisation des projets associatifs	10	47,61%
favorisation des projets productifs et des regroupement d'entreprise	10	47,61%
le renforcement des actions de sensibilisation et d'information des acteurs	13	61,90%
autres	0	0,0%
<b>Total</b>	<b>21</b>	

Source : dépouillement de la question n°11

**Figure n°9:** pour rétablir en situation de bonne gouvernance



Source : établie à partir du tableau n°8.

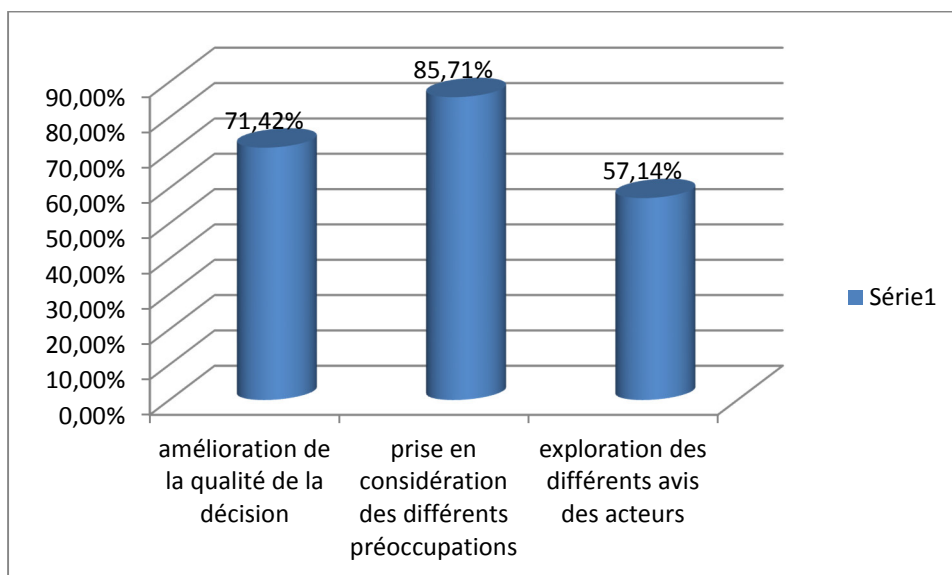
Pour rétablir une situation de bonne gouvernance la plupart de ces acteurs ont répondu par le renforcement de la décentralisation (71,42%) et cela par l'implication des acteurs dans la prise de décision au niveau local ; autrement dit, la participation des citoyens au processus décisionnel, ensuite le renforcement des actions de sensibilisation et d'information des acteurs ; et, l'amélioration de la communication (61,90%). Ces deux propositions ont été proposées par les différents acteurs, en deuxième lieu.

- Quels types d'avantages ou d'intérêts la participation de l'ensemble des acteurs peut-elle apporter dans le processus de prise de décision ? (Q12)

**Tableau n° 10:** les avantages portés au processus de prise de décision.

le processus de prise de décision		
	Nb	% obs.
amélioration de la qualité de la décision	15	71,42%
prise en considération des différents préoccupations	18	85,71%
exploration des différents avis des acteurs	12	57,14%
autres	0	0%
<b>Total</b>	<b>21</b>	

Source : Dépouillement de la question n°12

**Figure n°10:**les avantages portés au processus de prise de décision.

Source : établie à partir du tableau n°9

La majorité des acteurs est pour la prise en considération de différentes préoccupations avec un taux 85,71%, et son but est d'améliorer la qualité de la décision qui rentre dans le deuxième choix des acteurs.

### 3.2. L'approche du développement local.

L'ensemble des questions liées au développement local sont indiqués ci-dessous :

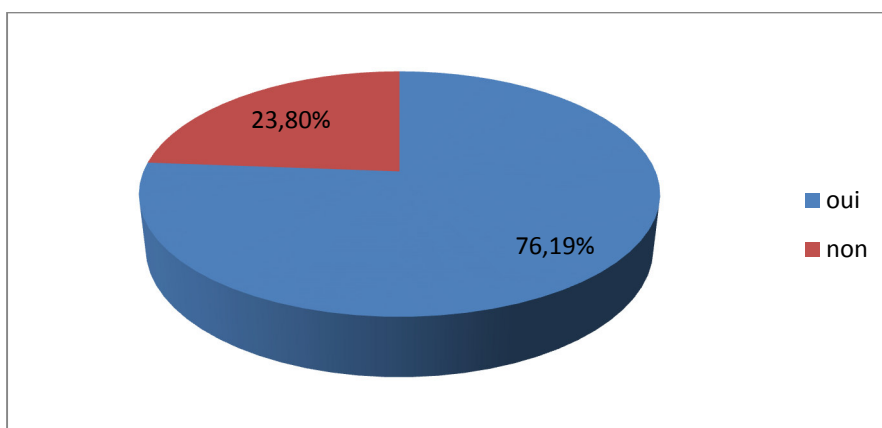
- Est-ce que vous vous sentez attachés à la commune de Bejaia ? (Q14)

**Tableau n°11 :** L'attachement des acteurs à leur commune.

vous vous sentez attachés à la commune		
	Nb	% cit.
oui	16	76,19%
non	5	23,80%
<b>Total</b>	<b>21</b>	<b>100,0%</b>

Source : Dépouillement de la question n°14



**Figure n°11:** L'attachement des acteurs à leur commune

Source : fait à partir du tableau n°10

Concernant cette intervention, nous avons obtenu le degré d'attachement des acteurs à leur territoire qui est de 76,19%. Et pour mieux comprendre la nature de cette relation nos résultats montrent ceci :

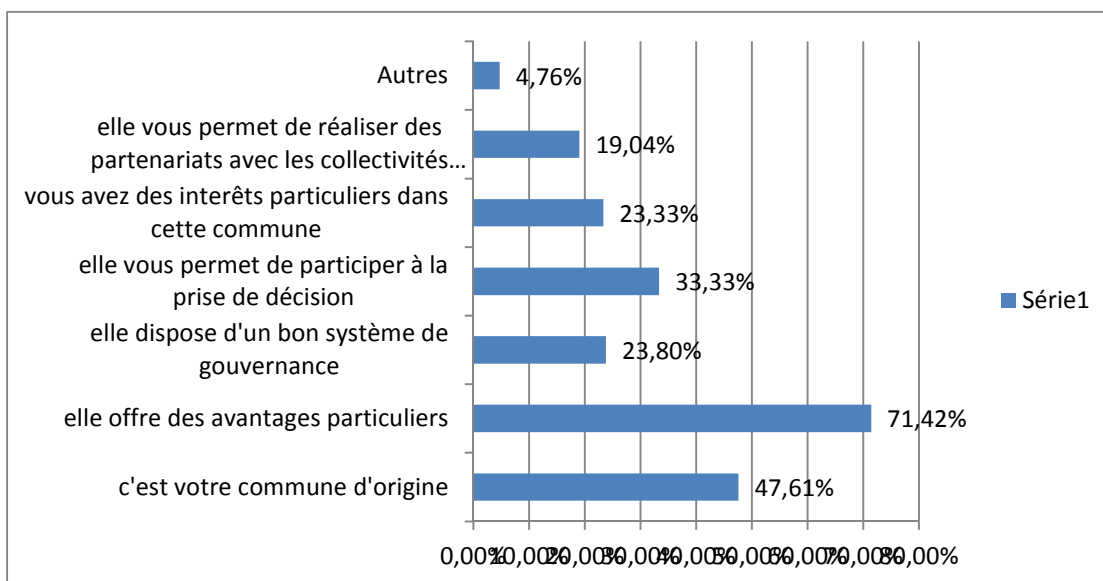
- Si oui, pourquoi (Q15)

**Tableau 12 :** les motifs de l'attachement des acteurs avec leurs territoires.

Si, c'est pourquoi?		
	Nb	% obs.
c'est votre commune d'origine	10	47,61%
elle offre des avantages particuliers	15	71,42%
elle dispose d'un bon système de gouvernance	5	23,80%
elle vous permet de participer à la prise de décision	7	33,33%
vous avez des intérêts particuliers dans cette commune	5	23,80%
elle vous permet de réaliser des partenariats avec les collectivités locales	4	19,04%
Autres	1	4,76%
<b>Total</b>	<b>21</b>	

Source : Dépouillement de la question n°15

**Figure n°12 :** La représentation des motifs de l'attachement des acteurs à leurs territoires



Source : fait à partir du tableau n°11

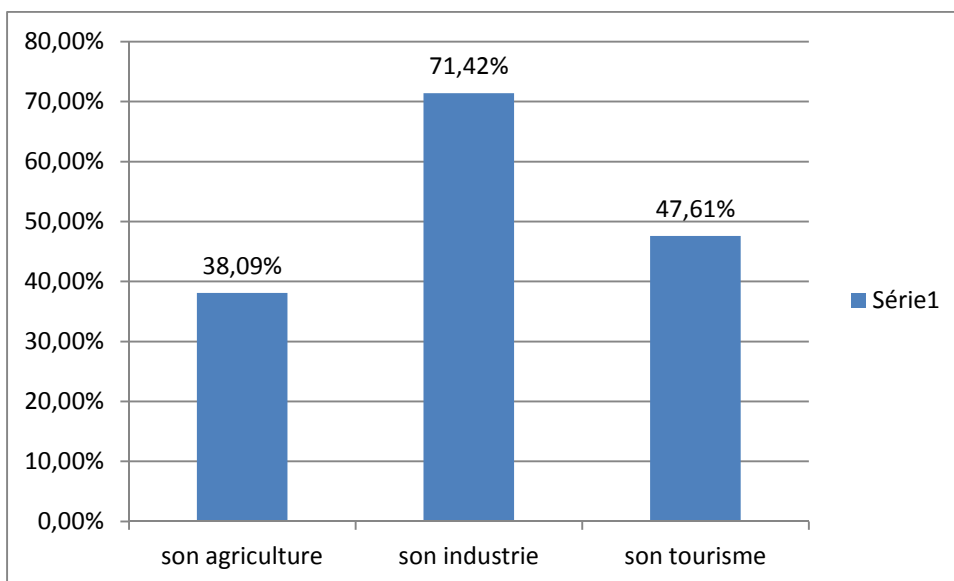
En effet pour répondre à cette hausse de niveau d'attachement et d'appartenance c'est que la commune de Bejaia offre des avantages particuliers, et aussi un facteur primordial, et surtout la disponibilité des infrastructures et sa position stratégique.

- Quel est, à votre avis, le plus gros atout économique de la commune de Bejaia ? (Q16)

**Tableau n°13 :** Les atouts économique de la commune de Bejaia

quel sont les atouts économique		
	Nb	% obs.
son agriculture	8	38,09%
son industrie	15	71,42%
son tourisme	10	47,61%
autres	0	0%
<b>Total</b>	<b>21</b>	

Source : Dépouillement de la question n°16

**Figure n°13** : Les atouts économiques de la commune de Bejaia

Source :établi à partir du tableau n°12

Nous remarquons que l'industrie en premier lieu de 71,42% par ces différentes entreprises, nous trouvons le secteur tourisme en seconde position se qui suit le secteur l'agriculture.

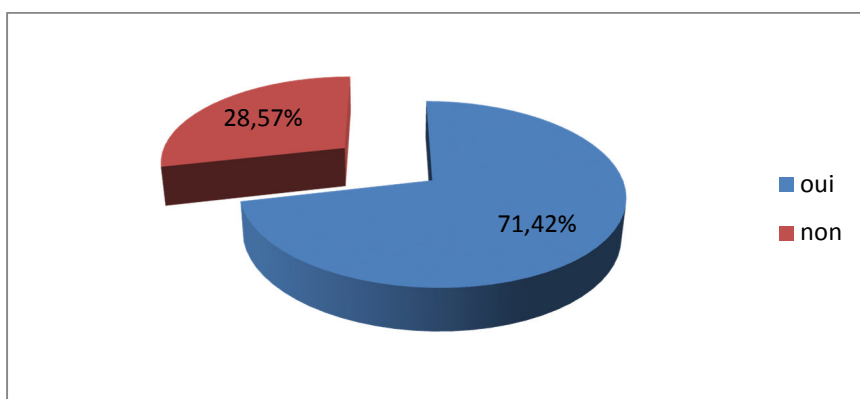
- Existe-t-il un manque en termes de projets de développement local à la commune de Bejaia ? (Q17)

**Tableau n°14** : Le manque de projet dans la commune de Bejaia.

Exist-t-il un manque en projet		
	Nb	% cit.
oui	15	71,42%
non	6	28,57%
<b>Total</b>	<b>21</b>	<b>100,0%</b>

Source : Dépouillement de la question n°17

**Figure 14 :** Le manque de projet dans la commune de Bejaia



Source : fait à partir du tableau n°13

En effet les acteurs de la communes Bejaia ratifient le manque flagrant en termes de projets de développement. Le manque de projets s'est illustré dans la prochaine question.

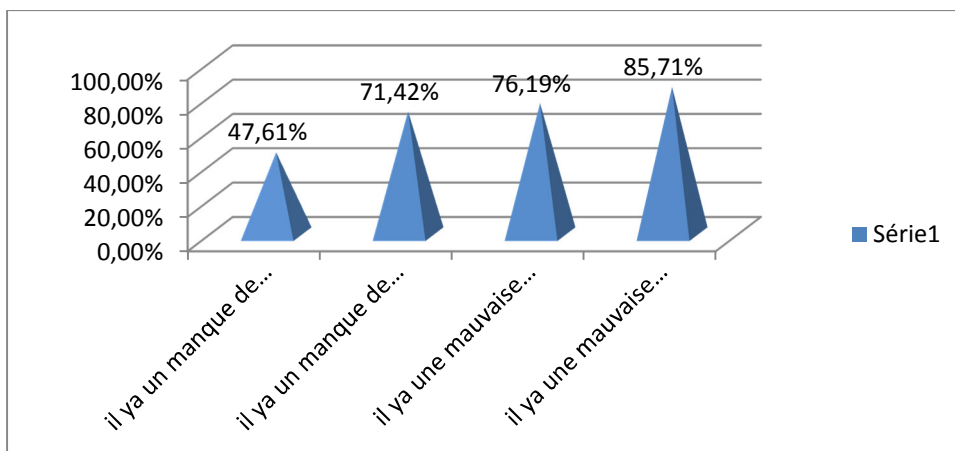
- Si oui pourquoi ? (18Q)

**Tableau n° 15:** Les raisons exprimés par le manque de projets.

sic'estoui		
	Nb	% obs.
il ya un manque de proposition de projets	10	47,61%
il ya un manque de financement	15	71,42%
il ya une mauvaise gestion de projet	16	76,19%
il ya une mauvaise coordination entre acteurs	18	85,71%
<b>Total</b>	<b>21</b>	

Source : Dépouillement de la question n°18.

**Figure n° 15:** Les raisons exprimés par le manque de projets



Source : établi à partir du tableau n°14

Selon les acteurs, le manque de projets est à cause de la mauvaise coordination entre acteurs qui est d'une grande majorité (85,71%). Cette mauvaise coordination entre les parties prenantes aux projets renvoie à la faiblesse des mécanismes de la gouvernance dans la commune de Bejaia. Il ya aussi la mauvaise gestion des projets(76 ,19%) et cela est une conséquence logique de la mauvaise coordination entre acteurs.

### 3.3. Interaction gouvernance locale-développement local.

Pour la concertation entre les acteurs il faut créer des mécanismes aptes à l'approfondir comme la création de plus de passerelles entre l'administration et les citoyens. C'est l'idée principale qui ressort de ce qui suit.

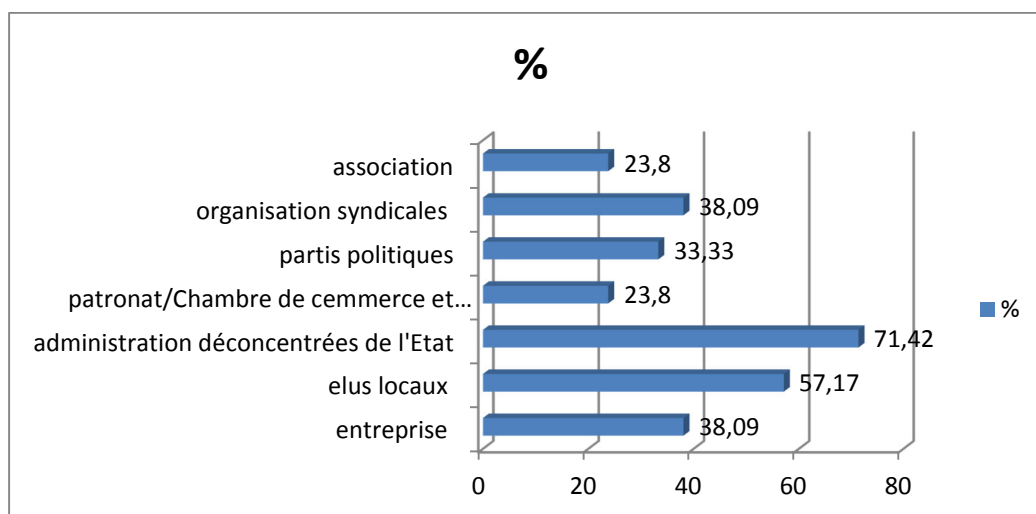
- Selon vous, qui sont ceux qui prennent concrètement les décisions quant aux projets de développement local ?(Q19)

**Tableau n°16** : Les acteurs qui prennent concrètement les décisions quant aux projets de développement local

qui sont les acteurs qui prennent la décision		
	Nb	% obs.
Enterprise	8	38,09%
élus locaux	12	57,14%
Administration décentralisées de l'Etat	15	71,42%
patronat/chambre de commerce et d'industrie	5	23,80%
partis politiques	7	33,33%
organisations syndicales	8	38,09%
Association	5	23,80%
autres	0	0.0%
<b>Total</b>	<b>21</b>	

Source : Dépouillement de la question n°19

**Figure n°16 :** Les acteurs qui prennent concrètement les décisions quant aux projets de développement local



Source : établie à partir du tableau n°16

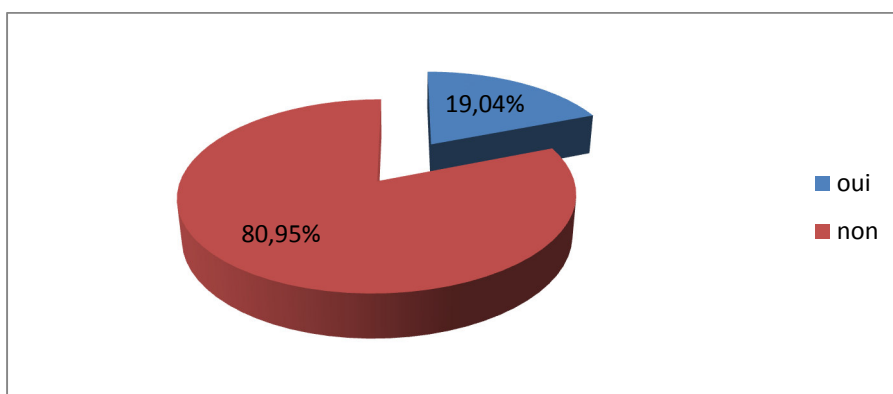
D'après cette figure nous remarquons la dominance de l'acteur de l'administration déconcentrée de l'Etat concernant la prise des décisions quant aux projets de développement local d'un taux de 71,42%. Au deuxième lieu nous trouvons les élus locaux de 57,17%.

- Selon vous, les citoyens participent-ils au processus de développement local? (Q20)

**Tableau n°17 :** les citoyens participent-ils au processus de développement local.

Les citoyens participent-ils au Processus de développement		
	Nb	% cit.
oui	4	19,04%
non	17	80,95%
<b>Total</b>	<b>21</b>	<b>100,0%</b>

Source : Dépouillement de la question n°20

**Figure n°17** : les citoyens participent-ils au processus de développement local

Source : établi à partir du tableau n°16

La figure précédemment montre que les citoyens ne participent pas au processus de développement local. Il n'y a que 19,04 % qui disent que les citoyens participent à ce processus. Tandis qu'un pourcentage de 80,95% estime que les citoyens ne participent pas à ce processus.

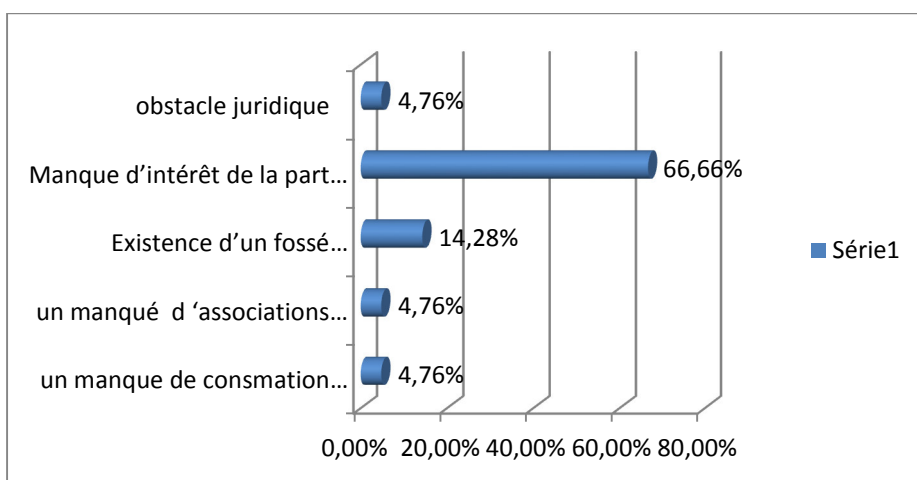
- Quels facteurs entravent la participation des citoyens au processus de prise de décisions dans les projets de développement local ? (Q21)

**Tableau n°18** : les facteurs qui entravent la participation des citoyens au processus de prise de décisions dans les projets de développement local ?

Si non pour quelle raison		
	Nb	% obs.
un manque de communication des collectivités locales	1	4,76%
un manque d'associations représentative	1	4,76%
Existence d'un fossé politique entre les collectivités et les citoyens	3	14,28%
Manque d'intérêt de la part des citoyens	14	66,66%
Obstacle juridique	1	4,76%
autre	0	10%
<b>Total</b>	<b>21</b>	

Source : Dépouillement de la question n°21

**Figure 18** : les facteurs qui entravent la participation des citoyens au processus de prise de décisions dans les projets de développement local

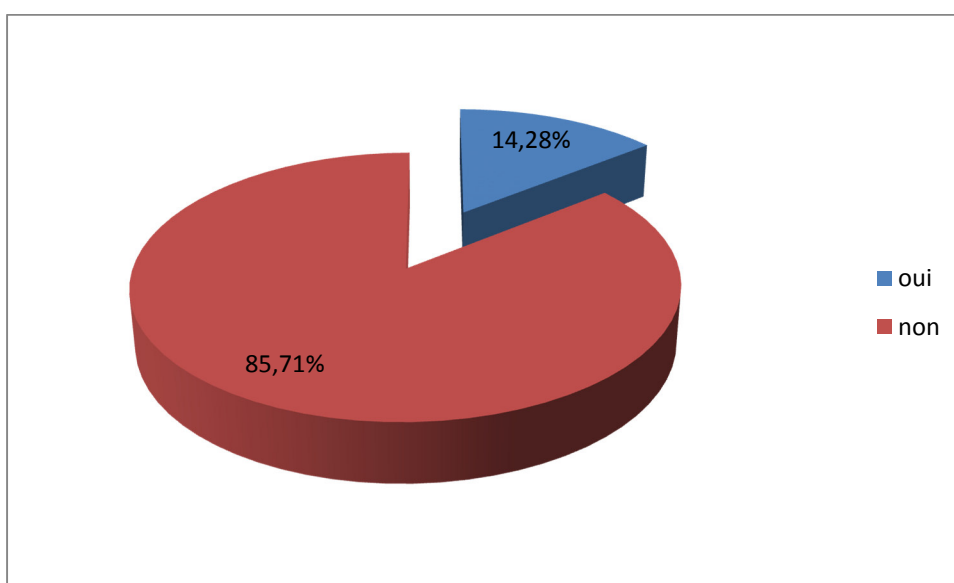


Source : établie à partir du tableau n°17

Selon les acteurs les principales raisons de non participation descitoyens au processus est le manque d'intérêt de la part des citoyens (66,66%) et cela revient à des projets de développement délaissé. Aussi, l'existence d'un fossé politique entre les collectivités et les citoyens.

- La concertation entre acteurs est-elle pour vous à approfondir (Q22)

**Figure n°19** : Représentation la concertation entre acteurs dans la commune de Bejaia



SOURCE : Dépouillement de la question n°22



Ainsi, cette figure nous montre le degré de la concentration entre les acteurs dans la commune de Bejaia soit de 85, 71, estiment que la concertation est absente, pour une bonne concertation les acteurs doivent favoriser l'instauration d'un climat de confiance faisant une gestion transparente des affaires, à travers la publication de l'ensemble des bilans périodiques de la part des administrations et des collectivités locale.

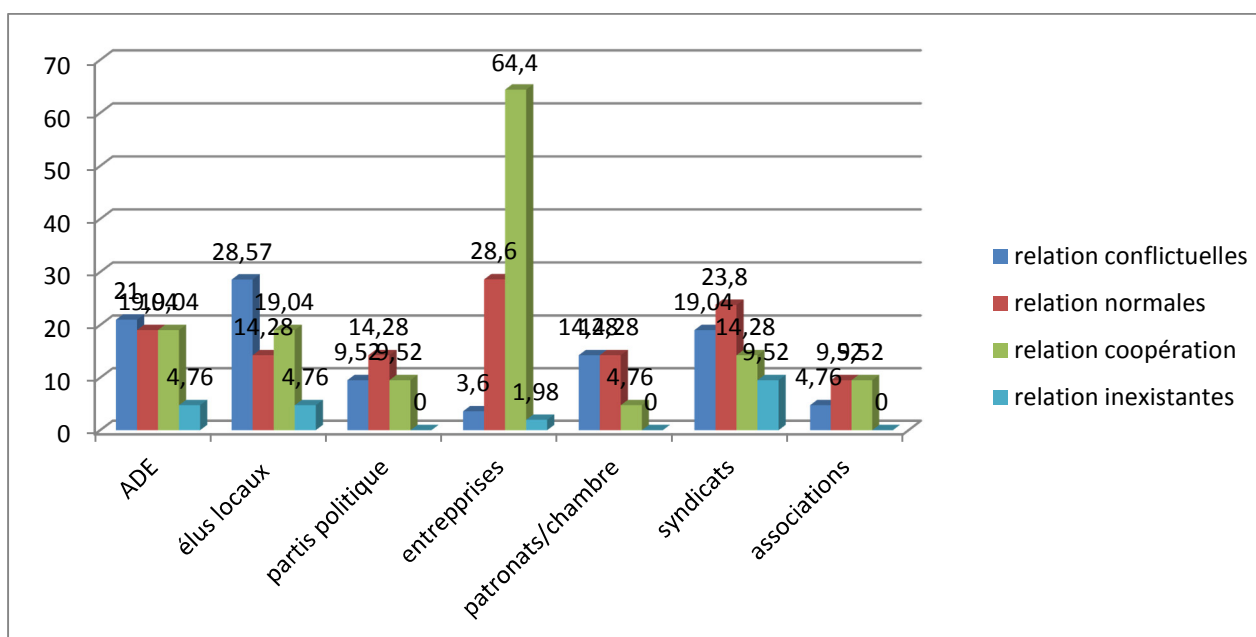
- Comment définissez-vous vos relations avec les différents acteurs ? (Q23)

**Tableau n°19** : La nature de la relation entre acteurs

	Relations Conflictuelles (%)	Relations Normales (%)	Relations de Coopération (%)	Relations Inexistantes (%)
<b>ADE</b>	21	19,04	19,04	4,76
<b>Elus locaux</b>	28,57	14,28	19,04	4,76
<b>Partis politiques</b>	9,52	14,28	9,52	0
<b>Entreprises</b>	3,60	28,60	64,40	01,98
<b>Patronat/Chambres</b>	14,28	14,28	4,76	0
<b>Syndicats</b>	19,04	23,80	14,28	9,52
<b>Associations</b>	4,76	9,52	9,52	0

Source : Dépouillement de la question n°23

**Figure n°20** : Représentation schématique de l'Etat des relations entre acteurs.



Source : établi à partir du tableau n°19

La plupart des acteurs entretiennent des relations normales, c'est-à-dire, ils se limitent au cadre défini par la loi saisissant les droits et obligations de chaque acteur. Par contre les partis politiques n'entretiennent généralement pas de relation avec d'autres acteurs.

En ce qui concerne les associations, les acteurs sont partagés. Plus de 31,40% des acteurs déclarent entretenir des relations normales avec les associations, la même proportion déclare n'entretenir aucune (relations inexistantes).

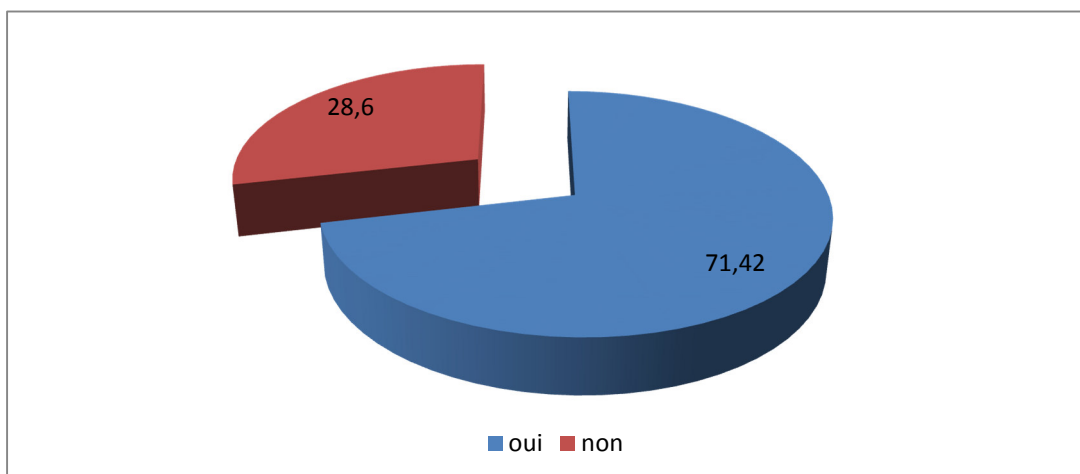
- Pensez-vous que la gouvernance locale est une condition essentielle pour la réussite et l'aboutissement des projets de développement local ? (Q24)

**Tableau n°20:** La réussite des projets de développement local dépend de la bonne gouvernance.

La réussite des projet De développement		
	Nb	% cit.
oui	15	71,4%
non	6	28,6%
<b>Total</b>	<b>21</b>	<b>100,0%</b>

Source : Dépouillement de la question n°24

**Figure n°21:** La réussite des projets de développement local dépend de la bonne gouvernance.



Source : établi à partir du tableau 20

La plupart des acteurs, estiment que la réussite des projets de développement correspond à la bonne gouvernance avec un taux de 71,42.

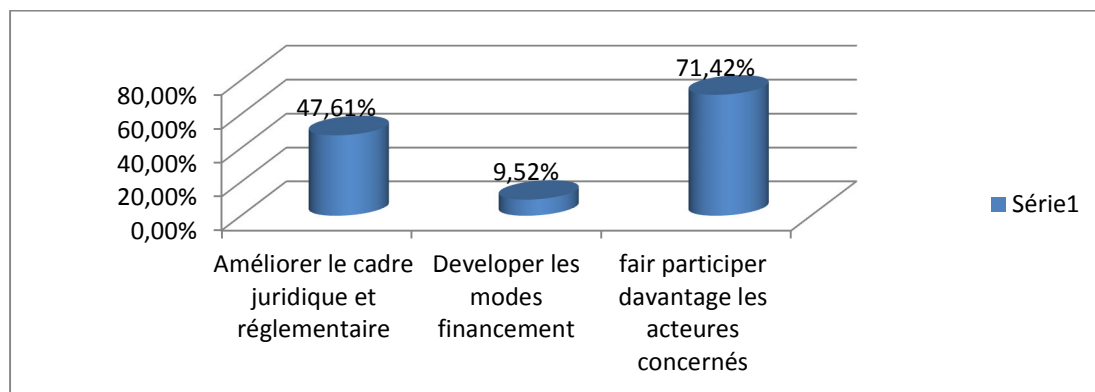
- quelles sont les conditions nécessaires pour la réussite des projets de développement local ? (Q25)

**Tableau n° 21:** les conditions nécessaires pour la réussite des projets de développement local

Pour réussir les projets de développement local		
	Nb	% obs.
Améliorer le cadre juridique et réglementaire	2	47,61%
Developer les modes financement	10	9,52%
fair participer davantage les acteurs concernés	15	71,42%
autres	0	
<b>Total</b>	<b>21</b>	

Source : Dépouillement de la question n°25

**Figure n°22:** conditions pour la réussite des projets de développement local



Source : établie à partir du tableau n°20.

L'ensemble d'acteurs estiment que pour la réussite des projets de développement local, il est primordial de faire participer les acteurs concernés (71,42%) et en deuxième lieu est de faire améliorer le cadre juridique et réglementaire (47,61%) et enfin en dernier lieu c'est de faire développer les modes de financement.

### 3.3. Synthèse des résultats :

Nous synthétisons les résultats de notre enquête dans la commune de Bejaia basée sur l'hypothèse qui nous a guidés tout au long de ce travail.

Les résultats de notre enquête nous à montrer queles citoyens ne participent pas au processus de décision. Concrètement, la commune, représentée par son assemblée populaire, est dépourvue de cette décentralisation vu que la prise de décision finale revient aux ADE.

La plupart des acteurs de la commune de Bejaia disent il faut faire participer d'avantage les acteurs concernant de projet de développement pour atteindre les objectifs tracés et aussi le renforcement de la décentralisation comme l'action prioritaire pour arriver à la bonne gouvernance.

Les entreprises contribuent à l'exploitation des ressources locales et à la création de richesses. Elles contribuent ainsi à l'amélioration de la qualité de vie des acteurs particulièrement des citoyens. Elles estiment jouer un rôle dans le processus de la gouvernance assument essentiellement la fonction de exécution technique des projets. La prise en charge de cette fonction s'explique par le fait que chaque projet procure aux entreprises une activité à mener et de ce fait, assure l'entrée de revenus.

Les syndicats, les partis politiques et les associations, représentent des acteurs important dans le processus de la gouvernance locale. Généralement, cette catégorie d'acteurs est considérée comme le bénéficiaire des projets. En effet, les mécanismes de gouvernance doivent être efficaces afin d'assurer une coordination et une cohérence dans les actions des différents acteurs.

# **Conclusion Générale**

# Conclusion générale

---

## Conclusion générale

Le thème de la gouvernance est un terme polysémique. La gouvernance désigne l'ensemble des règles qui permettent d'assurer le bon fonctionnement au niveau d'un territoire. C'est à partir des années 1970 que le degré d'indépendance des économies s'est développé. C'est là que la notion de territoire est reconsidérée et devenue aussi comme un espace non-neutre construit socialement par les acteurs qui l'occupent et qui sont mis en relief

Cependant le territoire apparaît de plus en plus le lieu privilégié pour l'organisation des processus de développement de richesses et dépend de la localisation des entreprises créatrices de richesses. Ainsi c'est là où on trouve une allocation optimale des ressources.

Dans ce contexte que notre étude s'est inscrite, nous nous sommes interrogés sur l'existence de la bonne gouvernance dans la commune de Bejaia. Et aussi son impact sur le processus de développement local. Une enquête a été faite afin d'établir un état des lieux pour la gouvernance locale et le développement local dans la commune de Bejaia. Le choix de celle-ci s'est justifié essentiellement par la proximité du terrain et surtout pour la présence des différents acteurs. Ainsi, nous avons mené cette enquête de terrain dans le but de recueillir les informations nécessaires pour répondre à notre problématique.

Les résultats de notre enquête nous ont permis de constater qu'il n'existe pas de gouvernance locale dans la commune de Bejaia et que les citoyens ne participent pas au processus de prise de décision et aussi absence de concertation entre les différents acteurs de la commune de Bejaia.

Cependant il y a une dominance de l'acteur public qui est représenté par les administrations déconcentrées de l'Etat et qui détient le pouvoir de décision dans la commune de Bejaia.

Par ailleurs, il y a une absence de mécanisme de coordination et il y a un manque de projets de développement, et ce à cause de la mauvaise coordination entre les acteurs et aussi une mauvaise gestion ce qui implique un blocage de ces projets.

Enfin nous avons démontré dans ce travail qu'il y a des facteurs entravant la réalisation des projets de développements et la bonne gouvernance locale. Ainsi, la

## Conclusion générale

---

défaillance des mécanismes de gouvernance impacte négativement la réalisation des projets de développement et la cohésion du territoire.

# **Bibliographie**



# Bibliographie

### Ouvrage

- 1) Becattini Giacomo (1992), « le district marshallien, une notion socio-économique » PUF, Paris pp36-37
- 2) Courlet Claude (2001), « territoires et régions : les grands oubliés du développement économique » l'Harmattan , Paris p 34
- 3) DI MEO G. «Que voulons-nous dire quand nous parlons de l'espace ? », pp.37-48, Paris, 2000, Ed Belin-352 pages.
- 4) ECREMENT M.(1986), « indépendance politique et libération économique :un quart de siècle du développement de l'Algérie 1962-1985 »,Entreprise Algérienne de presse(Alger),Office des publications universitaires (Alger)et presses universitaires de Grenoble(France) ,p160
- 5) PECQUEUR .B, (1989), « le développement local, mode ou modèle » Syros Alternatives, Paris pp 16.17
- 6) PECQUEUR B., Jean -Benoit Zimmermann, « économie de proximité », édition Lavoisier, paris, 2004

### Colloques, Séminaires, communications et Articles de revues :

- 7) ANGELO Bonfiglioli, le pouvoir des pauvres, la gouvernance locale pour la réduction de la pauvreté, UCDF, novembre 2003.p110
- 8) ARHAB. B (2004) « La décentralisation comme moyen de mobilisation pour le développement » dans FERGUENE Améziane (ED) « gouvernance locale et développement territorial : le cas des pays du sud » l'Harmattan , paris pp 163-173
- 9) CAMAGNI Roberto (2004) « préface », dans MATTEACCIOLI Andrée (2004), « Philippe Aydalot : pionnier de l'économie territoriale » , L'HARMATTAN , Paris p 13-17

## Bibliographie

---

- 10) CANET R. (2004), « qu'est ce que la gouvernance ? », communication lors du Séminaire « Les nouveaux modes de gouvernance et la place de la société civile », UQAM, Montréal 16 Mars 2004.
- 11) Claude Dupuy et Antje Burmeister « entreprises et territoires : les nouveaux enjeux de la proximité », la documentation française, 2003, 134pp.
- 12) FERGUENE A (1999), « Dynamiques territoriales et milieux innovateurs » cahiers du CREAD N°50 4ème trimestre 1999.
- 13) KHELADI Mokhtar (2008), « Le développement local : une réponse à plusieurs Problèmes » contribution au colloque international « Développement local et gouvernance des territoires » du 3 au 5 Novembre 2008, Jijel.
- 14) PAQUET G. (2004) Pathologies de gouvernance. Montréal, Liber, L'Harmattan, 1997. p402 433
- 15) STOKER G., « cinq propositions pour une théorie de la gouvernance » in Revue internationale des Sciences Sociales, n°155, UNESCO/érès, Paris, 1988.

### **Thèses et mémoires :**

- 16) Amzal, « la gouvernance territoriale et le développement local : contribution a l'évaluation de la pauvreté des commune de wilaya de Bejaia, mémoire de Master, faculté des Sciences Economiques de Gestion Commerciale, université de Bejaia
- 17) BOUMOULA S., « la problématique de la décentralisation a travers l'analyse des finances publique communales : cas des communes de la wilaya de Bejaia » Mémoire de Magistère en Science Economique université A.MIRA BEJAIA. 2002. P.27
- 18) GREFFE .X (1984), « territoires en France : les enjeux économiques de la décentralisation » dans AMGHAR .M (2009), « Essai d'analyse de la contribution de la dynamique entrepreneuriale au développement du territoire : cas de Bordj Bou Arreiridj » Mémoire de magistère en sciences de gestion université de Bejaia, p48
- 19) NAIT-CHABANE A/LATIF, « gouvernance territoriale et stratégie des acteurs », mémoire de magister, université de Bejaia, 2010. P38
- 20) SAIDI. Mariama, « gouvernance des territoires et développement local, cas des zones aménagées : cas de la zone d'activité TAHARACHET AKBOU », université de Bejaia, 2011, p13.

## Bibliographie

---

### **Etudes, rapports et documents de travail :**

- 21) « Appui a la décentralisation et a la gouvernance locale dans les pays tiers », document de la Commission Européenne, ed Europe Aid, janvier 2007, p14
- 22) « La gouvernance en faveur du développement humain durable », document de la politique générale du programme des NU pour le développement (PUND), janvier 1997.
- 23) PNUD, governance for sustainable human development, New York. in DESTATTE Philippe
- 24) Fiche de synthèse, [www.institut-gouvernance.org/fr/.../fiche synthèse -15.html](http://www.institut-gouvernance.org/fr/.../fiche%20synth%C3%A8se%20-15.html)

## Liste des abréviations

**ADE** : Administrations Déconcentrées de l'Etat

**ANSEG** : Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes

**APC** : Assemblée Populaire Communale

**APW** : Assemblée Populaire de Wilaya

**DATAR** : Délégation à l'Aménagement du Territoire et l'Action Régionale

**DI** : District Industriel

**FMI** : Fond monétaire international

**ONG** : Organisation Non Gouvernementale

**PAS** : Plan d'Ajustement Structurel

**PCD** : Plan Communal de Développement

**PIL** : Programme d'Industries Local

**PME** : Petite et Moyenne Entreprise

**PNUD** : Programme des Nations Unis pour le développement

**PSRE** : Plan de Soutien à la Relance Economique

**SPL** : Système Productif local

**SNAT** : Schéma National d'Aménagement du territoire

## Liste des tableaux

**Tableau 1** : les acteurs de la gouvernance et leurs fonctions.

**Tableau 2** : Taille et structure de l'échantillon visé

**Tableau 3** : Taille et répartition de l'échantillon final.

**Tableau 4** : Répartition des entreprises selon leur chiffre d'affaires.

**Tableau n°5** : les acteurs les plus concernés par le processus de gouvernance locale.

**Tableau n°6** : Le jugement de la gouvernance

**Tableau n°7** : Pour quel motif la gouvernance est en qualité médiocre ou elle n'existe pas.

**Tableau n°8** : les domaines caractérisés par l'exercice d'une gouvernance locale

**Tableau n°9**: pour rétablir en situation de bonne gouvernance.

**Tableau n° 10**: les avantages portés au processus de prise de décision

**Tableau n°11**: L'attachement des acteurs à leur commune

**Tableau 12** : les motifs de l'attachement des acteurs avec leurs territoires.

**Tableau n°13** : Les atouts économique de la commune de Bejaia

**Tableau n°14** : Le manque de projet dans la commune de Bejaia.

**Tableau n° 15**: Les raisons exprimés par le manque de projets.

**Tableau n°16** : les acteurs qui prennent concrètement les décisions quant aux projets de développement local.

**Tableau n°17**: les citoyens participent-ils au processus de développement local.

**Tableau n°18** : les facteurs qui entrave la participation des citoyens au processus de prise de décisions dans les projets de développement local

**Tableau n°19**: La nature de la relation entre acteurs

**Tableau n°20** : La réussite des projets de développement local dépend de la bonne gouvernance.

**Tableau n° 21** : les conditions nécessaires pour la réussite des projets de développement local

## Liste des figures

**Figure n°1** : Les composantes de la décentralisation politique

**Figure n°2** : Schéma général de la décentralisation administrative

**Figure n°3** : les composantes de la décentralisation fiscale

**Figure n°4** : les acteurs concernés par le processus de la gouvernance.

**Figure n°5** : Existe-il une gouvernance locale dans la commune de Bejaïa ?

**Figure n°6** : La qualité de la gouvernance dans la commune de Bejaïa.

**Figure n°7** : Pour quel motif la gouvernance est en qualité médiocre ou elle n'existe pas

**Figure n°8**: les domaines caractérisés par l'exercice d'une gouvernance locale.

**Figure n°9**: pour rétablir en situation de bonne gouvernance

**Figure n°10**: les avantages portés au processus de prise de décision.

**Figure n°11**: L'attachement des acteurs à leur commune

**Figure n°12** : La représentation des motifs de l'attachement des acteurs à leurs territoires

**Figure n°13** : Les atouts économiques de la commune de Bejaïa

**Figure 14** : Le manque de projet dans la commune de Bejaïa

**Figure n° 15**: Les raisons exprimés par le manque de projets

**Figure n°16** : les acteurs qui prennent concrètement les décisions quant aux projets de développement local.

**Figure n°17**: les citoyens participent-ils au processus de développement local

**Figure 18**: les facteurs qui entravent la participation des citoyens au processus de prise de décisions dans les projets de développement local

**Figure n°19** : Représentation la concertation entre acteurs dans la commune de Bejaïa

**Figure n°20** : Représentation schématique de l'Etat des relations entre acteurs.

**Figure n°21**: La réussite des projets de développement local dépend de la bonne gouvernance.

**Figure n°22**: conditions pour la réussite des projets de développement local

# **Annexes**

**Université A. Mira de Bejaia**  
**Faculté des sciences économiques de gestion et commerciales**  
**Département des sciences économiques**  
**Master en science économie du développement et gouvernance**

# Questionnaire

Ce questionnaire s'inscrit dans le cadre de la préparation d'un mémoire de Master, intitulé « La gouvernance locale dans la commune de Bejaia: état des lieux et perspectives ». Le but de savoir s'il existe une bonne gouvernance et de s'avoir la réussite ou l'échec des projets de développement

Les informations recueillies sont destinées uniquement à la confection d'un mémoire de master

Nous comptons sur votre coopération et votre collaboration afin de mener à bien notre travail de recherche

Veillez agréer l'expression de nos salutations les plus distinguées.

Réaliser par : M<sup>elle</sup> HOUARI NISSA



**AXE N°1 : Présentation des répondants.**

1) Nom et qualité du répondant (de votre organisme ou entreprise)

.....  
.....  
.....

2) Quelle est l'activité principale de votre organisme ou entreprise ?

.....  
.....  
.....

3) Si vous êtes une entreprise :

a) Quel est votre chiffre d'affaire ? .....

Moins de 20 millions de DA.....

Entre 20 et 200 millions de DA.....

Entre 200 millions et 2 milliards de DA.....

Plus de 2 milliards de DA.....

b) Quel est le nombre de vos employés ? .....

c) Quelles sont vos missions en tant qu'acteur de la wilaya de Bejaia ?

.....  
.....  
.....  
.....

4) Si vous êtes une association ou un organisme public ou privé :

a) Votre budget se situe dans quelle fourchette :

Moins de 1 million de DA.....

Entre 1 million et 10 millions de DA.....

Plus de 10 millions de DA.....

b) Quelles sont vos missions ?

.....  
.....  
.....  
.....

**AXE N°2 : L'approche de la gouvernance locale.**

5) Qu'est-ce que la gouvernance locale?

.....

.....

.....

.....

6) Parmi les acteurs ci-dessous et selon vous, qui sont les premiers concernés par le processus de gouvernance locale ? (classez de 1 à 7 selon la priorité)

Administrations Déconcentrées de l'Etat.....	<input type="text"/>
Elus locaux (APC/APW).....	<input type="text"/>
Partis politiques.....	<input type="text"/>
Entreprises.....	<input type="text"/>
Patronat/ Chambres de commerces, d'industries,.....	<input type="text"/>
Organisations syndicales.....	<input type="text"/>
Associations.....	<input type="text"/>

Autres (précisez) :

.....

7) Selon vous, existe-t-il une gouvernance locale dans la commune de Bejaia ?

Oui

Non

8) Si oui, comment la jugez-vous ?

Médiocre.....	<input type="text"/>
Moyenne.....	<input type="text"/>
Plutôt bonne.....	<input type="text"/>
Bonne.....	<input type="text"/>

9) Si non, ou médiocre, pourquoi ? Est-ce parce que :

Il ya un manque de décentralisation.....	<input type="text"/>
Il y a beaucoup de bureaucratie.....	<input type="text"/>
Il y a de la corruption.....	<input type="text"/>
Il y a un manque d'encadrement et de suivi.....	<input type="text"/>
Il y a un manque de financement.....	<input type="text"/>
Il y a un vide juridique en la matière.....	<input type="text"/>
Il y a un manque d'implication des acteurs.....	<input type="text"/>

Autres (citez) :

.....  
 .....

10) Parmi les domaines ci-dessous, lesquels se caractérisent par l'existence d'une gouvernance locale ?

Administration publique.....

Juridique.....

Fiscal.....

Foncier agricole.....

Foncier industriel.....

Bancaire.....

Gestion des projets de développement.....

11) Quelles sont, pour vous, les actions prioritaires pour rétablir une situation de bonne gouvernance ? (classez de 1 à 8 selon la priorité)

Le renforcement de la décentralisation.....

Amélioration de la gestion des affaires publiques.....

Amélioration de la gestion des projets de développement local.....

Plus d'implication des citoyens et autres acteurs dans la prise de décision...

Amélioration de la communication entre acteurs à travers les rencontres...

Favorisation des projets associatifs.....

Favorisation des projets productifs et des regroupements d'entreprises.....

Le renforcement des actions de sensibilisation et d'information des acteurs

Autres (citez) :

.....  
 .....

12) Quels types d'avantages ou d'intérêts la participation de l'ensemble des acteurs (entreprises, citoyens, collectivités locales,...) peut-elle apporter dans le processus de prise de décision ? (plusieurs réponses possibles)

Exploration des différents avis des acteurs.....

Prise en compte des différentes préoccupations.....

Amélioration de la qualité de la décision.....

Autres (citez) :

.....  
 .....

**AXE N°3 : L'approche du développement local.**

13) C'est quoi le développement local pour vous ?

.....

.....

.....

14) Est-ce que vous vous sentez attachés à la commune de Bejaia ?

Oui

Non

15) Si oui, pourquoi ? Est-ce parce que (plusieurs réponses possibles) :

C'est votre wilaya d'origine.....

Elle offre des avantages particuliers.....

Elle dispose d'un bon système de gouvernance.....

Elle vous permet de participer à la prise de décision.....

Vous avez des intérêts particuliers dans cette wilaya.....

Elle vous permet de réaliser des partenariats avec les collectivités locales.....

Autres (citez) :

.....

.....

16) Quel est, à votre avis, le plus gros atout économique de la commune de Bejaia ?

Son agriculture.....

Son industrie.....

Son tourisme.....

Autres (citez) :

.....

.....

17) Existe-t-il un manque en termes de projets de développement local à la commune de Bejaia ?

Oui

Non

18) Si oui, est-ce parce que (plusieurs réponses possibles) :

Il y a un manque de proposition de projets.....

Il y a un manque de financement.....

Il y a une mauvaise gestion des projets.....

Il y a une mauvaise coordination entre les acteurs.....

Autres (citez) :

.....

#### **AXE N°4 : Interaction gouvernance locale-développement local.**

19) Selon vous, qui sont ceux qui prennent concrètement les décisions quant aux projets de développement local ?

Administrations déconcentrées de l'Etat.....

Elus locaux (APC/APW).....

Partis politiques.....

Entreprises.....

Patronat/ Chambres de commerces, d'industries,.....

Organisations syndicales.....

20) Selon vous, les citoyens participent-ils au processus de développement local ?

Oui

Non

21) Sin non, quels facteurs entravent la participation des citoyens au processus de prise de décisions dans les projets de développement local ?

Manque de communication des collectivités locales.....

Manque d'associations représentatives.....

Existence d'un fossé politique entre les collectivités et les citoyens.....

Manque d'intérêt de la part des citoyens.....

Obstacle juridique.....

Autres (citez) :

.....

.....

22) La concertation entre acteurs est-elle pour vous à approfondir ?

Oui

Non

23) Comment définissez-vous vos relations avec les différents acteurs ?

	Conflictuelles	Normales	Coopération	Inexistantes
Administrations déconcentrées de l'Etat	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Elus locaux (APC/APW)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Partis politiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Entreprises	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Patronat/ Chambres de Commerce	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Organisations syndicales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Associations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

24) Pensez-vous que la gouvernance locale est une condition essentielle pour la réussite et l'aboutissement des projets de développement local ?

Oui

Non

25) Selon vous, quelles sont les conditions nécessaires pour la réussite des projets de développement local ?

Améliorer le cadre juridique et réglementaire .....	<input type="checkbox"/>
Développer les modes de financement .....	<input type="checkbox"/>
Faire participer davantage les acteurs concernés.....	<input type="checkbox"/>
Autre.....	<input type="checkbox"/>

**Annexe 2 : Taille et composition de l'échantillon total.**

Catégorie	Désignation de l'acteur	Réponse au questionnaire	
		Favorable	Défavorable
Entreprises	Cevital	X	
	Sonatrach	X	
	Grand Moulins de la Vallée		X
	ENCG/UP08 Raffinerie Savonnerie Quatre chemins Bejaia	X	
	EPE SPA ENMTP/Unité Grues Z.I route des Aurès Bejaia		X
	SARL SICAM Z.I Bejaia	X	
	Naftal District Com arrière-port Bejaia	X	
	Candia		X
	ICOTAL Industrie Cotonnière algérienne arrière-port BEJAIA		X
	SARL S.E.P Bejaia Extrusion Plastique		X
	SPA BEJE Bejaia Emballage route des Aurès Bejaia	X	
	Sonalgaz		X
	Alcost SPA Algérienne du costume Z.I Route des Aurès	X	
	SPA TRANBOIS Société transformation du bois arrière-port Bejaia	X	
	Entreprise KHAHRIF Brigade de Bejaia ZI Bejaia		X
	Simb Z.I ihaddaden Bejaia	X	
	Sivea SARL Z.I Ihaddaden	X	
	SCS Société des Céramique de la Soumam Z.I BEJAIA	X	
	EURL LE MOUNIR Z.IBEJAIA		X
	SARL Tchén-lait RN 12 BIR SLAM BEJAIA	X	
Administration déconcentrées de l'Etat (ADE)	Direction de l'Industrie, de la Petite et Moyenne Entreprise et de la Promotion de l'Investissement (DIPMEPI)	X	
	Direction de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (DPAT) (actuellement Direction de la Planification et du Suivi Budgétaire –DPSB)	X	
	Direction de l'Administration Locale (DAL)		X
	Direction de la Construction et de l'Urbanisme (DUC)		X
	Direction de la Réglementation et des Affaires Générales (DRAG)		X
	Direction de l'Industrie et des Mines		X

<b>Elus locaux</b>	Elu APC	X	
	Elu APW	X	
<b>Organisations syndicales</b>	Union Générale des Travailleurs Algérienne (UGTA Section de Wilaya)	X	
	snapap	X	
<b>Associations</b>	Association voix de l'enfant de Béjaïa	X	
	Association EL MANAR pour La Culture		X
	Association culturelle et écotouristique		X
<b>Partis politiques</b>	Front de Libération Nationale (FLN)		X
	Front des Forces Socialistes (FFS)	X	
	Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD)		X
<b>Organismes Parapublics</b>	Chambre d'agriculture	X	
	Chambre de commerce et d'industrie		X
	Chambre de l'artisanat et des métiers		X
	Confédération algérienne du patronat		X
<b>Total</b>		<b>21</b>	<b>19</b>
<b>Total final</b>		<b>40</b>	



**TABLES DES MATIERES**

**Remerciements**

**Dédicaces**

**Sommaire**

<b>Introduction générale</b> .....	1
<b>Chapitre 01 : La gouvernance locale : définitions et généralités</b> .....	4
Introduction.....	4
<b>Section 1 : La genèse et l'évolution de la gouvernance</b> .....	5
1.1. La genèse de la notion de la gouvernance .....	5
1.2. L'évolution de la notion.....	6
1.3. Définition de la notion de gouvernance .....	7
1.4. Les indicateurs de gouvernance.....	8
1.5. Les acteurs de la gouvernance .....	9
1.6. Les enjeux de la gouvernance.....	10
<b>Section 2 : La gouvernance locale et la décentralisation</b> .....	11
2.1. La gouvernance locale.....	11
2.1.1. Définition de la gouvernance locale.....	12
2.1.2. Les indicateurs de la gouvernance locale .....	12
2.1.3. Les conditions de la réussite de la gouvernance .....	13
2.1.4. Les paliers de la gouvernance locale .....	14
2.2. La décentralisation .....	15
2.2.1. Définition de la décentralisation.....	16
2.2.2. Les types de la décentralisation .....	16
2.2.3. Les avantages et les inconvénients de la décentralisation .....	20
<b>Section 3 : La gouvernance locale en Algérie</b> .....	20
3.1. Le niveau de la décentralisation en Algérie .....	21
3.2. Capacité des responsables locaux en matière de décision.....	21
3.3. Problème de cohérence des politiques régionales avec la participation national .....	22
3.4. Cohérence entre les ressources et les besoins en matière de développement .....	22
3.5. Décentralisation et participation citoyennes.....	22
3.6. La transparence dans la gestion des affaires publiques .....	23
3.7. Les question de genre .....	23
Conclusion .....	23

<b>Chapitre 2 : Le développement local, fondements théoriques .....</b>	<b>25</b>
Introduction.....	25
<b>Section 1 : Développement local, concepts de base .....</b>	<b>26</b>
1.1. Emergence et définition du concept .....	27
1.1.1. Emergence du concept.....	27
1.1.2. Définition du développement local.....	28
1.2. Objectif, conditions et outils de développement local.....	29
1.2.1. Objectif du développement.....	29
1.2.2. Les condition de développement.....	29
1.2.3. Les outils de développement.....	30
1.3. Les modes de développement local.....	30
1.3.1. Le processus d’agglomération.....	31
1.3.2 Le processus de spécialisation .....	31
1.3.3. Le processus de spécification.....	31
<b>Section 2 : Les approches territoriales de développement local.....</b>	<b>32</b>
2.1. L’approche du district industriel (DI).....	33
2.2 .L’approche des systèmes productifs localisés (SPL).....	34
2.3 .L’approche des milieux innovateurs .....	34
2.4 .L’approche des clusters .....	36
2.2. L’approche résiliaires du développement local.....	36
2.2.1. La théorie des couts de transaction .....	37
2.2.2. La théorie de l’agence.....	37
<b>Section 3 : Le développement local en Algérie .....</b>	<b>38</b>
3.1. La démarche Algérienne vers le développement local.....	38
3.2 La stratégie de l’Algérie en matière du développement local.....	39
Conclusion .....	40
<b>Chapitre3 : Résultats de l’enquête et analyse des données .....</b>	<b>42</b>
Introduction.....	42
<b>Section1 : Présentation de l’enquête .....</b>	<b>43</b>
1.1. Les objectifs de l’enquête de terrain .....	43
1.2. La population de l’enquête .....	43
1.3.Présentation et structure de l’échantillon final.....	44

<b>Sectin2 : Les outils méthodologiques de l'enquête .....</b>	<b>45</b>
2.1. Le questionnaire d'enquête .....	45
2.2. Les entretiens .....	47
<b>Section 3 : Résultat de l'enquête et analyse des données .....</b>	<b>47</b>
3.1. L'approche de la gouvernance locale.....	47
3.2. L'approche du développement local.....	55
3.3. Interaction gouvernance locale-développement local.....	60
Synthèse des résultats.....	66
Conclusion .....	67
<b>Conclusion générale.....</b>	<b>69</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>71</b>
<b>Liste des abréviations</b>	
<b>Liste des tableaux et figures</b>	
<b>Annexes</b>	
<b>Tables des matières</b>	
<b>Résumé</b>	

## Résumé

Notre travail s'inscrit dans la problématique générale sur la gouvernance locale. Notre objectif est de démontrer l'existence ou non d'une gouvernance locale dans la commune de Bejaia et aussi les relations de coordination entre les acteurs du territoire qui sont à la base des dynamiques de développement local.

Pour cela Nous avons mené une enquête de terrain auprès des différents acteurs de la commune de Bejaia. Finalement, les résultats de l'enquête ont démontré qu'il n'existe pas une gouvernance locale dans la commune de Bejaia. et aussi il ya une dominance de la tutelle sur la prise des décisions concernant les projets de développement. Et cette situation affecte négativement l'émergence des projets de développement local dans la commune de Bejaia qui souffre d'un manque apparent en termes de projets de développement.

**Mots clés : gouvernance locale, développement local, territoire, la décentralisation, acteur, coordination, prise de décision, concertation.**

## Summary

Our work falls under the general problems on the local governance. Our objective is to show the existence or not local governance in the commune of Bejaia and also the relations of coordination between the actors of the territory who are at the base of dynamic of local development.

For that We investigated of ground near the various actors of the commune of Bejaia. Finally, the results of the investigation showed that there does not exist a local governance in the commune of Bejaia. et also there is a predominance of the supervision on the catch of the decisions concerning the development projects. And this situation affects the emergence of the room development projects negatively in the commune of Bejaia which suffers from an apparent lack in terms of development projects.

**Keywords: local governance, local development, territory, decentralisation, actor, coordination, decision making, dialogue.**